

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722
Imprimé par Rotographie.

rouge

JEUDI
13 MAI 1976

Belgique : 15 FB • Suisse : 1 FS

LA PEAU DURE DE LA GREVE ETUDIANTE

Il y a quelques jours, Alice Saunier-Seité s'était cru autorisée à mettre au piquet les étudiants grévistes, à les reléguer dans le coin des cancrés, parmi les aigris, ceux qui sont depuis des années en première année. Hautaine et dédaigneuse, cette arrogance n'est pas de mise. Car s'il est une description qui ne peut aucunement rendre compte fidèlement de la situation dans les universités, c'est celle qui concluerait à une reprise généralisée, à une déroute étudiante, à une défaite peu glorieuse.

La grève se maintient en effet sur de nombreux campus, malgré des reprises de cours plus fréquentes. Une situation diversifiée où se mêlent des reflux partiels, et, le plus souvent, une mobilisation maintenue, cherchant à conserver l'énorme capital de prise de conscience, de révoltes, de remises en cause, accumulé pendant trois mois de grève. La bataille des examens en est la concrétisation, avec sa conclusion logique : la poursuite de la grève afin de rester forts et ainsi d'obtenir gain de cause. Les revendications sont claires : aucune pénalisation pour fait de grève, définition des modalités de contrôle en commun avec les enseignants, pas de cours de rattrapage, préparation collective des épreuves... UER par UER, faculté par faculté, l'administration devra reculer.

Que cette détermination demeure, malgré l'isolement, que l'abattement ne lui ait pas succédé, le pouvoir le prouve lui-même. En recourant à la répression pour tenter de briser cette résistance. Sa police est intervenue ces derniers jours à Nantes, à Montpellier, à Grenoble, villes où la grève se poursuit.

Pourtant, une question demeure. Que devient cette abrogation de la réforme du second cycle, qu'unanimes, les étudiants ont exigée et qu'ils n'ont pas obtenue ? On le sait : s'ils n'ont toujours pas été victorieux, c'est parce que les directions syndicales sont restées sourdes à leur appel à la grève générale de l'Université, à une extension du mouvement. Leur responsabilité est première et donc écrasante.

La principale revendication de la grève étudiante demeure donc. Barrer la route à la réforme, c'est possible. En s'engageant dans une bataille prolongée contre son application. En fondant l'exigence d'abrogation sur des plate-formes revendicatives s'attaquant à tous les aspects d'une université de classe. En faisant naître de la grève actuelle une structuration permanente et unitaire du mouvement étudiant. C'est le sens de l'appel lancé par une des facultés de Lyon à une rencontre nationale les 29 et 30 mai prochains. Atteints, ces objectifs pourraient être le butin d'une grève étudiante victorieuse.

J. Krasny

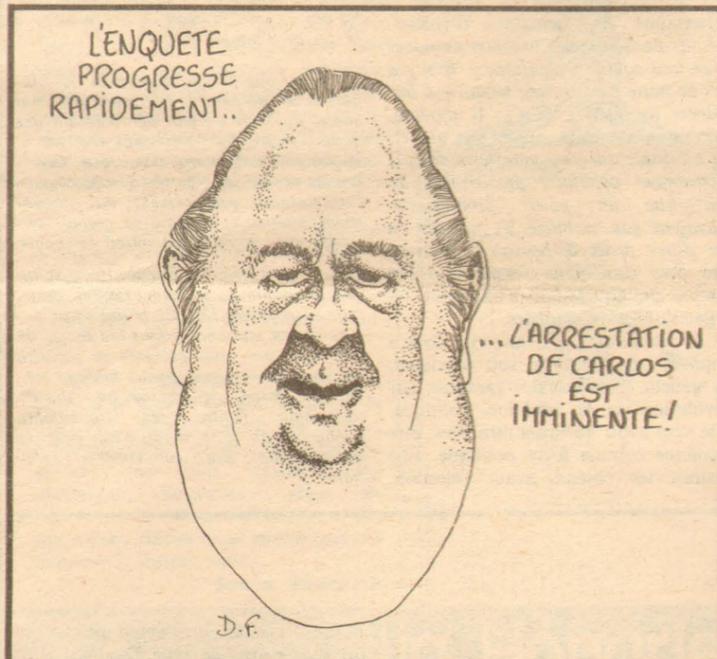
Lire page 8 l'appel de Lyon et nos informations.

Après l'exécution de l'ambassadeur bolivien

REFUGIÉS ? SUSPECTS !

● Hier matin à 7 heures, descentes des flics de Ponia chez les réfugiés Latino-américains.

● La presse « respectueuse » accuse l'« Internationale terroriste ».



Attention, la chasse est ouverte, à cet oiseau bigarré, multiforme, de préférence basané ou de type méditerranéen, qui traverse de temps à autres les nuées parisiennes : le « terroriste international ».

L'Aurore, France Soir, le Figaro y vont à pleines colonnes de leurs plaintes sur l'Internationale terroriste, jonglant avec les sigles, IRA, RAF, ETA, les nationalités, Basques, Palestiniens, Japonais, Allemands, Uruguayens, Bretons, j'en passe ; tout est bon à fourrer dans ce melting-pot du terrorisme. Articles à vomir, où Ulrike Meinhof n'est plus que « l'égérie de Baader ». Chez ces gens là, monsieur, on ne respecte plus les morts...

Mais articles à lire, car derrière ces salmigondis bâtis sur des « informations » dont on prend soin de

ne pas citer la source, des rapports de l'Otan d'autant plus « secrets » qu'ils seront largement diffusés, des « confidences » de couloirs de la rue des Saussaies, pointent d'autres menaces plus réelles : Lisons France Soir, où le chroniqueur anonyme (courageux pourfendeur des terroristes, mais pas téméraire ?) réalise des prouesses à ces jeux là :

« Pour démasquer les tueurs internationaux, qui se meuvent comme des poissons dans l'eau dans les milieux gauchistes, il faudra que les polices coordonnent leur action sans souci des frontières. Ce n'est pas le cas, en dépit des déclarations officielles renouvelées. On se déplace comme on veut à l'intérieur du marché commun ».

lire la suite page 2

UNE PRISON D'ARENCE DANS L'ILE DE LA CITE

● Après la prison d'Arence découverte l'an dernier à Marseille, l'existence d'un nouveau bague illégal pour immigrés, dans les sous-sols de la préfecture de Paris est dénoncée.

Lire page 7

Le scandale du pétrole

LECANUET MINISTRE DES PETROLIERS

● Muté de Marseille, le juge Ceccaldi refuse d'aller se taire à Hazebrouck

lire page 3

Aujourd'hui

journée d'action CGT-CFDT

TOUS SEPARÉMENT !

C'est aujourd'hui que se déroule une journée d'action nationale appelée par la CGT et la CFDT. Sans mots d'ordre précis, sans plate-forme unifiante, sans grande coordination et avec peu de préparation à la base.

Cette journée risque de ne pas avoir grande efficacité. La défiance vis-à-vis de telles formes d'action s'en trouvera renforcée.

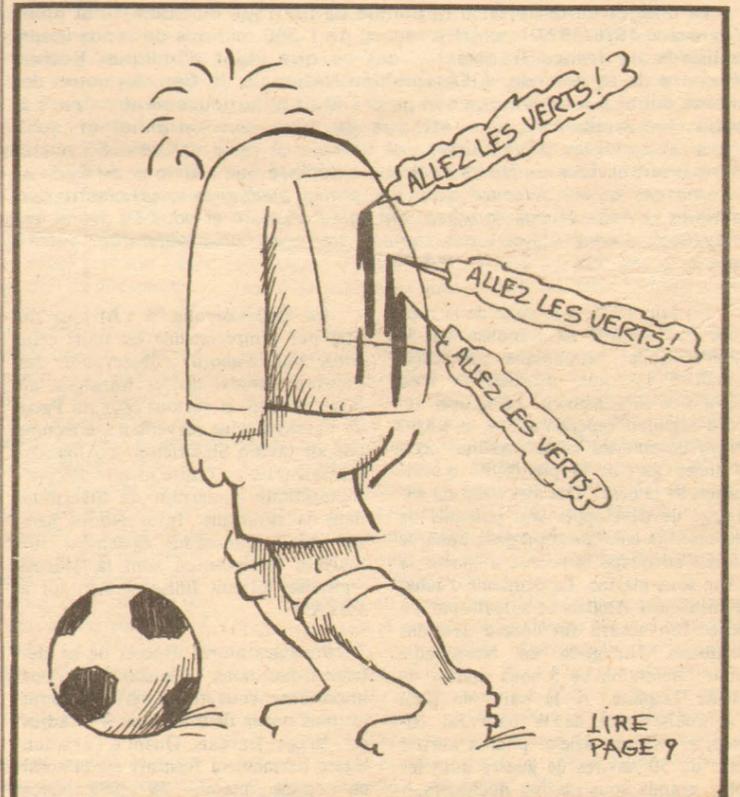
En règle générale, les fédérations se

sont contentées d'un préavis de 24 heures « couvrant » toutes les initiatives. Seuls quelques secteurs ont appelé à une grève de vingt-quatre heures, dont les PTT, les mineurs de fer. Le plus souvent on débrayera quelques heures, le temps de participer aux manifestations de rue qui sont organisées un peu partout.

A Paris, le cortège partira à 10h 30 de la gare St Lazare pour se rendre à la gare du Nord.

LIP : « Nous les femmes
de cette lutte, nous
avons quelque chose à dire »

Dossier page 12



Après l'exécution de l'ambassadeur bolivien

• Perquisitions chez les réfugiés latino-américains

LA PRESSE ACCUSE « L'INTERNATIONALE TERRORISTE »

Suite de la page 1

Mais la quête a déjà commencée. Dès hier matin, les finlimiers du prince Ponia ont commencé les perquisitions. Ils ont une piste ? Non, mais ils reprennent les listes de « suspects » établies au moment de l'affaire Carlos. D'ailleurs le scénario est le même : les flics débarquent dans un appartement où habite le suspect et emmènent tout le monde, menottes aux poings. On relâche au fil des heures dans la journée. On garde à vue celui qui a le malheur de se prénommer Carlos. Il est des homonymies fâcheuses pour les flics français. A signaler que les cas qui nous sont connus, tous les interpellés étaient des réfugiés politiques. Les « réfugiés »-t-on bientôt derrière des barbelés ou dans une île ?

Une plaisanterie à faire grincer les dents : une des personnes interpellées interroge « pourquoi moi ? »

— « Vous avez des antécédents ? »

— « lesquels ? »

— « ben voyons, puisqu'on vous a déjà interrogé pendant l'affaire Carlos »...

De cela, qui frappe indistinctement Brésiliens, Boliviens, Uruguayens, combien de journaux en parleront ce matin ? Y compris ceux où les chroniqueurs confondent volontiers leur plume et le fléau de la balance.

Dans le Quotidien de Paris, Jean François Kahn doute de l'utilité de crucifier Barabas pour venger Jésus.

Christ. C'est son droit. Mais à notre connaissance, Barabas n'a pas attendu dans la cour d'une petite école bolivienne, qu'un obscur sous-off exécute cet ordre d'achever le Che, dont Zentano était responsable devant Barrientos et Ovando. Et puis, le précédent biblique est dangereux. Car Ponce Pilate, lui est coupable. On ne se lave le plus souvent que des mains sales.

Combien de titres sur huit colonnes à propos de « l'Internationale terroriste », le lendemain du 11 septembre chilien, quand les B 52 ont pilonné les digues de la RDVN et même le 9 octobre 1967, quand des conseillers US et des exilés cubains recrutés par la CIA paraissent aux côtés de ceux qui abattaient le Che prisonnier ligoté, puis faisaient disparaître son cadavre dans la jungle.

Soyons clair. Après l'exécution d'un homme qui plaide la non extradition de Klaus Barbie, l'attitude de ce pouvoir qui a gracié le tueur milicien Touvier ne nous surprend pas.

Certes en Bolivie comme en France, nous avons choisi d'autres voies que le geste individuel accompli par ceux qui s'appellent « Brigade internationale Che Guevara ». Il n'empêche qu'au soir de cette exécution, comme lorsque Eichman fut pendu, nous ressentions tous le même sentiment : justice était rendue.

Michel Rovère.

LIBAN

LA VOLONTE SYRIENNE

◆ Son président est élu, mais la gauche contrôle encore 80 % du territoire

Les affrontements se poursuivent depuis l'élection du nouveau président de la République, Elias Sarkis. Ils mettent en prise les militaires syriens, qui agissent sous diverses couvertures. (Saïka, armée de libération de la Palestine, armée régulière syrienne), aux organisations progressistes.

Les militaires de Damas tentent de forcer sur le terrain l'avantage qu'ils ont obtenu en imposant leur candidat à la magistrature suprême. Ils ont lancé une vaste offensive dans la région de Tripoli, où la gauche a toujours eu un rôle important.

Cette attitude ne signifie pas que le régime de Damas a décidé d'écraser les organisations progressistes. Son but est simplement de briser toute velléité de s'opposer à la volonté syrienne. Or les positions de la gauche sont connues, Georges Haoui, le numéro 2 du PC libanais déclarait dans une interview à l'Humanité la semaine dernière : « Nous nous sommes toujours prononcé pour une solution pacifique... Il n'y a pas de notre part aucune tentative d'implanter un nouvel Etat ». Il ajoutait, comble de cynisme : « certains aspects du nihilisme qui s'est manifesté dans le mouvement populaire proviennent du fait que les partis progressistes n'avaient pas mobilisé les masses en vue d'une prise du pouvoir ». Peut-on être plus clair dans l'expression des limites politiques que s'imposent les organisations réformistes.

L'intervention syrienne vise donc à imposer une solution, son président. La gauche demande des garanties sur l'évolution de la situation politique. Elle veut avoir quelques ministres, être reconnue comme force politique. Elle désire les obtenir avant l'élection,

mais a échoué. La déclaration qu'elle a publié mardi soir, montre que cela reste objectif. Elle tente d'utiliser le moyen de pression qui lui reste : le contrôle militaire de 80 % du territoire. La Syrie fait tout pour lui enlever ce dernier atout.

R. Brestar

Motion du SNEP-SEN, solidaire des enseignants québécois

Le congrès du SNEP-SEN, (professeur éducation physique) a adopté une motion de solidarité au syndicat enseignant du Québec le 11.5.76 : « Ayant appris que votre organisation syndicale d'enseignant tombe sous le coup de la Loi 23, loi qui interdit le droit de grève jusqu'à la fin de l'année scolaire.

Ayant appris que toute grève est illégale sous prétexte de perturber le climat social qui nuit au bon déroulement des Jeux Olympiques. Le congrès souligne et dénonce l'utilisation des Jeux Olympiques contre les libertés démocratiques (arrestations préventives) du mouvement ouvrier et affirme sa pleine solidarité avec votre organisation syndicale.

D'autre part, le congrès alarme l'opinion internationale sur la concentration militaire et policière (20 000 hommes en armes seront stationnés dans les écoles de Montréal) oui, sous prétexte de sécurité aux Jeux Olympiques risque bien de servir de force de dissuasion ou de répression contre les travailleurs québécois en lutte aujourd'hui pour la reconduction des conventions salariales. »

IRLANDE DU NORD

CONGRES SECRET DES GROUPES PARA- MILITAIRES LOYALISTES

Irlande du Nord : les loyalistes s'organisent pour l'offensive

Le 14 et 15 mai, les groupes para-militaires loyalistes d'Ulster (extrême-droite) organisent un congrès clandestin en un lieu encore resté secret.

Le but du congrès : recréer une junta de coordination de tous les groupes, comme l'ancienne Ulster Loyalist Central Coordination Committee, et discuter d'un projet qui gagne de plus en plus de suffrages chez les protestants : l'Indépendance Unilatérale de l'Ulster...

Bien sûr, les politiciens unionistes, eux, sont partagés, Enoch Powell demeure fidèle à l'intégration totale de l'Irlande du Nord à la Grande-Bretagne.

Récemment, des dirigeants loyalistes ont mis en garde James Callaghan : « Dans la mesure où la loi et l'ordre s'effritent en Irlande du Nord, nous, hommes d'Ulster considérons que nous aurons à prendre les mesures qui s'imposent comme nos aînés qui se sont soulevés en 1912 pour défendre la foi protestante et le sol d'Ulster ».

Le scénario est simple : « Les gouvernements travaillistes auraient tendance à négocier avec les Républicains ; d'ailleurs le retrait de troupes de Belfast, la semaine dernière le prouverait, il faut donc prendre la relève » pensent les loyalistes. Dès lors ils veulent être en mesure d'imposer un gouvernement loyaliste, d'écraser la minorité catholique et rebâtir un Etat d'apartheid qui n'aurait rien à envier à celui d'Afrique du Sud.

Bien sûr tous les groupes para-militaires ne sont pas à l'unisson, mais le dirigeant loyaliste Ernest Baird souhaite « pouvoir regrouper les groupes para-militaires dans un Unionist Action Council ».

En plus de l'Ulster Defence Regiment (UDR) et de la Royal Ulster Constabulary (RUC) infiltrés à 60 % par les Loges Orangistes, qui appuieraient le coup d'état, les loyalistes comptent 40 000 hommes armés dans les groupes tels que l'Ulster Defence Association (UDA : 25 000), l'Ulster Volunteer Force (UVF, la plus fascisante des organisations), les Orange Volunteers, l'Ulster Volunteer Service Corps, les Red Hand Commandos (Commandos de la Main Rouge, spécialisés dans les assassinats de catholiques).

Par ailleurs, forts de la grève anti-catholique de l'Ulster Workers' Council en mai 1974 que l'armée britannique avait refusé de briser, les loyalistes ont de très bons contacts avec les officiers supérieurs anglais. Ils comptent sur la « bienveillante neutralité de l'armée » en cas d'offensive.

Un plan stratégique loyaliste comporte une attaque de pillage au mortier sur les petits ghettos catholiques de Belfast, des pogroms à l'échelle de tout l'Ulster pour terroriser la minorité, la mise en place d'un gouvernement provisoire loyaliste qui déclarerait l'indépendance politique, tout cela appuyé par une campagne de bombes en Irlande du Sud pour figer toute réaction de Dublin...

On comprend, dans ces conditions, que pour les Républicains et Socialistes irlandais, le problème de l'unité de la résistance soit au cœur de leurs préoccupations.

Ruairi O Conaire

AFRIQUE DU SUD

LA DEFENSE SUD-AFRICAINE ET SON AMIE LA FRANCE

Le budget de la défense nationale de l'Afrique du Sud atteint pour l'exercice 1976/1977 le chiffre record de 1 350 millions de rands (sept milliards de francs français). C'est ce que vient d'indiquer Botha, ministre de la défense, à l'Assemblée Nationale du Cap. Au cours du même débat il a relevé que son pays s'était minutieusement préparé à subir éventuellement une attaque de type conventionnel et qu'il « avait les moyens de repousser une attaque de cette nature ». En outre dans un interview à « Newsweek » il a déclaré que l'Afrique du Sud « a les moyens de se défendre avec des armes nucléaires », précisant par ailleurs : « nous savons comment enrichir l'uranium et nous en avons les moyens (...) nous n'avons pas signé le traité de non-prolifération nucléaire ».

En juin 1975, à la suite de la rupture des accords de Simonstown, le gouvernement britannique travailliste céda à l'Afrique du Sud la base navale de Simonstown. Le nouvel accord stipulait cependant que la Royal Navy comme les autres marines occidentales gardait la possibilité d'utilisation de la base. Dès lors Pretoria envisage de développer son potentiel de défense. Sa configuration géographique (fonds adéquats) la pousse à choisir la carte sous-marine. La demande d'achat d'unités aux Anglais se soldant par un échec, un accord fut conclu avec les chantiers Dubigeon de Normandie pour l'obtention de 3 sous-marins de classe Daphné. A la suite de quoi l'agrandissement de la base fut entrepris. Bientôt celle-ci pourra abriter plus de 50 navires de guerre dont les plus grands sous-marins nucléaires.

La tâche dévolue à l'Afrique du Sud par l'impérialisme est dans cette zone, tout d'abord, l'observation des mouvements de navires transitant au large du Cap, et surtout ceux du Pacte de Varsovie. Une surveillance effectuée par air (avion Shackleton et Albatros) est transmise au centre intégré de communications souterrain de Sivermine dans la péninsule. Informations sans nul doute transmises également aux marines européennes sont la Marine française. Circuit finissant bien sûr à l'OTAN.

Pour les autres aspects de sa défense il faut noter la constitution d'une importante couverture aérienne dont les plus beaux fleurons sont 4 escadres de Mirages français. Quant à l'aviation légère l'armement français est là aussi en bonne place : 20 hélicoptères



franco-britanniques PUMA, 16 Frelons français, 60 Alouettes... L'équipement de l'armée de terre, capable de mobiliser 300 000 hommes en armes, date en grande partie de la deuxième guerre mondiale et est en plein renouvellement. Des autos-Panhard sont fabriquées sur place (il en existe déjà plus de 500 en service) qui s'ajoutent aux 200 chars Centurions britanniques. Une partie de son matériel de communication est d'origine Sud-africaine, mais les moyens les plus sophistiqués sont importés par les firmes françaises et allemandes.

Un effort militaire que l'Afrique du Sud compte bien accélérer. A cette fin, en 1968, fut créé un organisme de développement et de production d'armements dont on a de bonnes raisons de penser qu'il est à l'origine de la production de l'avion Impala, des

missiles Cactus, de l'avion Mirage et du sous-marin de type Daphné. Une recherche dans laquelle les gouvernements français ont fourni une aide appréciable. Le seul exemple de fourniture d'uranium est suffisamment parlant. Car il faut savoir aussi que ce pays est sans doute capable de s'offrir prochainement une bombe atomique.

On voit donc l'importance de ce système de défense. Il est en rapport direct avec la fonction stratégique de l'Afrique du Sud qui peut contrôler la circulation maritime du Cap (25 000 bateaux en 1974). Mais il doit aussi être apprécié dans ses rapports avec les quadrillages de l'Océan Indien et de l'Atlantique. Il permet, en outre, au régime de Pretoria de tenter de jouer en Afrique australe le rôle de « gendarme » (Cf. le conflit angolais).

Pour ce qui nous concerne nous dénonçons l'effort de la bourgeoisie française dans la mise en place d'un tel dispositif. Que ce soit les radars (Thomson CSF/Matra), les missiles (SNIAS), les roquettes (SNEB), les chars (Panhard), les bombardiers (Dassault) etc... il existe un échange permanent d'informations et d'experts. Sur le plan nucléaire la filiale de Creusot-Loire, Framatome, doit construire une centrale de 1000 mégawatts. Des Sud-africains effectuent des stages au centre atomique de Saclay... Une compréhension concrète qu'un éditorial du Financial Mail de Johannesburg résumait en ces termes : « Tout bien considéré, la France parmi les grandes puissances, est vue comme la seule amie de l'Afrique du Sud ». On le croit sans peine.

F. Tenaille

URSS

LES MAGASINS SONT VIDES

● Le jeudi décrété jour sans viande

Le début du X^e paln quinquennal est marqué par des vaches maigres pour le consommateur soviétique.

Le jeudi est désormais jour sans viande en Union Soviétique, cette mesure qui vient de s'appliquer aux restaurants et cantines de la capitale est probablement déjà étendue à l'ensemble du pays. La viande sera remplacée par le poisson, dont le plan prévoit une augmentation de la production. Le problème de la viande a toujours été un point sensible de la production. Le problème de la viande a toujours été un point sensible, mais cette année du fait du marasme agricole entraînant une pénurie de fourrage, on prévoit une baisse sensible de la production de viande. En 75, elle n'était déjà que de 13,7 millions de tonnes (contre 15,2 en 74), et la production de cette année risque de ne même pas atteindre des objectifs pourtant en baisse. Cette situation pourra avoir des répercussions sur la production des années à venir.

Mais la pénurie alimentaire dépasse le seul problème de la viande : à Moscou, on trouve très difficilement des fruits et des légumes, des choux frais, l'oignon et l'ail et même la pomme de terre. Le poulet se fait rare ainsi que le saucisson, quant au poivre et au café, ils ont pratiquement disparus de la circulation. On n'avait pas vu ça à Moscou depuis de nombreuses années. Et la situation est probablement encore pire ne province, où on signale de nombreuses difficultés dans l'approvisionnement en pain, aliment de base des soviétiques. Cette situation traduit les graves problèmes de la production agricole. La récolte de céréales de l'année dernière avait été catastrophique, elle risque en-

core cette année de ne pas atteindre les objectifs. Le Comité central du PC biélorusse vient de dénoncer les mauvais préparatifs de la campagne de printemps et réclame des poursuites judiciaires contre les responsables. Le premier secrétaire de Turkménie, dénonce le manque d'enthousiasme des paysans et les diverses insuffisances d'organisation. Le premier secrétaire de Géorgie, lui, s'en prend aux lopins individuels.

On incrimine toujours la météo, bien sûr, mais les problèmes chroniques de l'agriculture soviétique ne viennent pas de là. Malgré un taux d'investissement important depuis 10 ans, elle souffre toujours des mêmes maux : d'une part ceux qui sont liés à l'anarchie et la gabegie bureaucratique, comme l'inefficacité des machines, le manque de moyens de stockage et de transports ; d'autre part, malgré la nette amélioration des conditions de vie des paysans, ceux-ci préfèrent toujours cultiver leur lopin individuel. Ainsi, ces lopins qui ne représentent que 3% des terres cultivées fournissent par exemple 34% des pommes de terre et 19% de la viande.

Cela explique que l'on puisse, malgré la pénurie trouver quasiment tous les produits sur les marchés kholkoziens où les prix sont libres et atteignent en ce moment des sommets.

Outre la situation de l'économie dans son ensemble sur laquelle, le marasme agricole aura de graves répercussions, c'est la situation sociale qui doit inquiéter les dirigeants. Souvenons nous de l'émeute de Novotcherkask en 62, qui s'était déclanchée parce que les magasins étaient vides.

Sacha Blumkine

ALLEMAGNE

LE PROCES DE LA R.A.F. REPREND A STUTTGART SANS LES ACCUSEES NI LA DEFENSE

Le procès de la RAF reprend à Stuttgart sans les accusés ni la défense

Les trois accusés survivants de la Rote Armee Fraktion ont décidé qu'ils ne participeraient plus aux audiences jusqu'aux obsèques d'Ulrike Meinhoff qui devraient avoir lieu samedi. Un des avocats de la défense avait demandé en vain, que les débats soient suspendus pendant une dizaine de jours.

Le juge Prinzing a annoncé à l'ouverture de la 109^e audience que l'action contre Ulrike Meinhoff était close mais que le procès continuait contre Baader, Raspe et Ensslin. Une trentaine de jeunes, présents dans la salle, ont accueilli cette annonce aux cris de « Prinzing, assassin, le suicide est un mensonge ». Ils ont été expulsés et ont rejoint dehors environ 300 manifestants.



Le Portugal aux « Dossiers de l'écran »

UN DEBAT PASTEURISE

Débat bien décevant, mardi soir, pour ces dossiers de l'écran consacrés à la révolution portugaise (avec la projection du film Viva Portugal).

Pourtant le plateau était de choix qui réunissait en direct d'un studio de Lisbonne toutes les têtes de la politique portugaise, Freitas de Amaral pour le CDS, Sa Carneiro pour le PPD, Victor Alves du groupe des neufs, Mario Soares et Alvaro Cunhal pour le PS et le PCP. D'où vient alors l'impression d'irritable ennui ? Sans doute de l'étrange spectacle du zèle déployé par tout ce petit monde à oublier qu'il y eut une crise révolutionnaire au Portugal. De l'étrange hâte manifestée pour glisser le plus allègrement possible sur les deux ans qui séparent le 25 avril 74 des capitaines, des élections législatives du mois dernier. La révolution portugaise connais pas, connais plus, n'a jamais existé même, réduite à un « complot totalitaire minoritaire » ou à une simple « révolution démocratique ».

Quelques saillies seulement ont éclaté dans le gris du débat. Quand Mario Soares cite la sécurité sociale des travaillistes anglais... de 1945, comme modèle de son action politique, ou quand Alvaro Cunhal révèle que le

PCP a sévèrement critiqué l'unique section communiste qui avait osé écrire « révolution socialiste » sur une affiche.

Et chacun, par contre, de gloser sur la prochaine et meilleure formule gouvernementale possible. Dès lors vaut-il la peine d'éreinter le présentateur. Joseph Pasteur, curieux « animateur » qui ne s'animait guère que pour citer des chiffres sur la crise économique que seul le CDS osa confirmer.

Le débat fut à son image, « pasteurisé », oserions-nous dire. Les éléments pathogènes étaient absents, bannis exclus du plateau : le germe d'une révolution, le virus du socialisme.

Michel Rovere

Samedi prochain, Rouge aura 16 pages

Dans ce numéro spécial, un dossier de 4 pages qui fera le bilan du quotidien après les deux premiers mois de parution. Bilan politique, financier, les ventes, l'organisation de la rédaction et de la fabrication. Dans ce supplément, une enquête auprès de nos lecteurs.

Primaires américaines

FORD A BEL ET BIEN PRIS LA PATEE

Le président Ford a enregistré une nouvelle défaite à l'occasion des élections primaires de Nebraska. Pour la première fois depuis le début de la campagne électorale le directeur de sa campagne électorale, M. Morton, a reconnu que son candidat aurait sans doute à se battre, à la convention républicaine de Kansas-City, pour arracher l'investiture à Ronald Reagan. Ce dernier, en effet, vient aujourd'hui largement en tête quand aux nombres de délégués qu'il contrôle.

L'attention se polarise aujourd'hui sur les élections primaires du Michigan, le 18 mai prochain. Etat où

Ford fut élu pendant 25 ans à la chambre des représentants. Une nouvelle défaite dans cet Etat sonnerait certainement le glas des espoirs d'être élu au mandat qu'il exerce après avoir été choisi comme vice-président par Richard Nixon.

Du côté démocrate, Jimmy Carter a vu sa fulgurante ascension vers l'investiture, temporairement freinée dans le Nebraska par un nouveau venu dans la course à la Maison-Blanche, le sénateur Franck Church, bien connu de l'électorat américain pour avoir dirigé l'une des commissions d'enquête sur la CIA.

la Hongrie 20 ans après 56

Une série d'articles parus récemment dans les colonnes d'un magazine littéraire *Elet és Irodalom* (Vie et Littérature), nous fournit un début de réponse à la question : quel est le rôle de l'intellectuel dans la Hongrie d'aujourd'hui : « Produire un meilleur état d'esprit collectif ».

D'emblée, les choses sont claires : il s'agit bien, pour l'intellectuel de contribuer à l'élaboration de l'idéologie dominante, à l'édulcoration des contradictions internes du corps social, à la justification des options prises par les couches dirigeantes. Et pour cela, tous les moyens sont bons, y compris la critique de certains abus, pourvu qu'elle soit précautionneusement distillée à doses homéopathiques.

Quel est donc cet état d'esprit collectif qu'il s'agit d'améliorer ? A première vue, la Hongrie paraît un pays sans problème. « Tout va bien en Hongrie, commence le meneur de jeu ouvrant le débat, mais le vin que nous buvons est mouillé d'eau, si l'on veut payer au restaurant, ce n'est pas possible, car le serveur est en réunion et son remplaçant est retenu par le psychologue de l'établissement... On doit jeter la moitié du pain qu'on achète car il n'est pas cuit (...). Est-ce que la dictature du prolétariat n'est pas capable d'obtenir du pain convenablement cuit ? (...) On voit des ouvriers pendant les heures de travail jouer aux cartes ou au football dans les jardins publics (...) ». Relançant le débat, un autre journaliste renchérit : « Les salaires ? Des primes de présence. Les gens vivent de ce que leur rapporte les emplois secondaires. Celui qui veut travailler sérieusement n'est pas conformes aux normes, on lui rend la vie impossible. ». Un autre : « On nous propose des marchandises totalement inutiles, mais quand on cherche quelque chose dont on a besoin, on ne le trouve pas... ». Un quatrième journaliste en donne des exemples précis : « On trouve dans le commerce des chemises d'exportation, mais aucune de fabrication hongroise, pourtant trois fois moins chères (...) Les magasins regorgent de bottes exportées de l'Ouest, mais les bottes hongroises sont introuvables. Bien sûr, les deux sortes de bottes sont bonnes à jeter après la première pluie, mais pourquoi devons-nous jeter des bottes deux fois plus chères ? ».

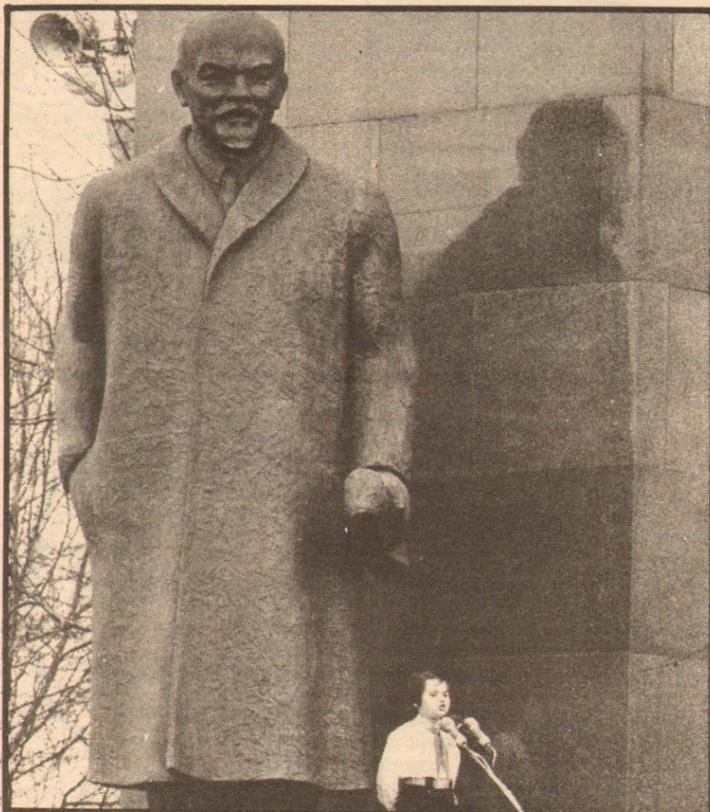
Ces critiques en forme de questions et qui se poursuivent sur plusieurs numéros du magazine, s'en prennent aussi bien aux détails de la vie quotidienne qu'à l'organi-

sation de la production en général. « Les journaux qui publient ce genre de choses se vendent comme des petits pains, bien cuits ceux-là, nous dit un journaliste que nous interrogeons. Il y a des gens de mauvaise foi qui disent que ce genre d'articles sert de soupe de sécurité à ceux d'en haut » contre le mécontentement général. C'est sans doute vrai, reconnaît-il, mais il faut bien voir qu'ici seule la critique ponctuelle, isolée, de tel ou tel phénomène est possible. « Que doit faire, continue-t-il, un intellectuel soucieux d'agir ? Peut-il faire plus qu'exploiter les possibilités existantes ? Que devrait donc faire un écrivain dans cette situation pour qu'on ne le considère pas comme servant de paratonnerre à la direction ? La seule alternative serait de cesser d'écrire. ». « Quant à moi, conclut-il, si je n'ai pas pu obtenir un biller pour un match de football auquel je veux assister, et s'il n'y a pas d'autre solution, je préfère me glisser, inaperçu des contrôleurs, parmi les officiels qui entrent sans contrôle. Oui, bien sûr, je sais que je ne touche pas à la balle pour autant, mais au moins, je suis dans la place ».

L'image libérale que voudrait se donner la direction, tout particulièrement dans ce domaine, a été récemment gachée par certains intellectuels non conformistes qui élevèrent la voix plus haut que ce prétendu libéralisme ne le permettait. Les sanctions n'ont pas tardé : exclusion du Parti des sociologues de l'École de Budapest, disciples de Lukács, procès intenté à l'écrivain Haraszti pour diffusion clandestine, l'édition en ayant été différée, de son livre *Le salaire à la pièce* (Le Seuil, 1976), refus de publier le livre de l'écrivain communiste récemment décédé, Lengyel (*Les Deux Communistes*, Fayard, 1976), et celui de Konrad (*Les Fondateurs*, LE Seuil, 1976).

On estime qu'actuellement 20 % seulement des manuscrits littéraires et des pièces de théâtre déposés sont effectivement édités ou montés. Pourquoi ? La production culturelle dérange-t-elle ? « Il n'y a pas de censure en Hongrie. Aucune organisation n'a le droit d'exercer une censure d'aucune sorte, ni directement, ni indirectement. Le journaliste et l'écrivain suivent leur propre conscience pour décider quoi et comment écrire. » (Notre Patrie, la Hongrie. Editions Akadémia, Budapest, 1975).

FIN



(photo Cholot-Mabit)

4 avril : récitation d'un poème

4/ LE ROLE DES INTELLECTUELS

Culte des valeurs « nationales », idéologie de la consommation s'accommodant d'un système de distribution chaotique, telle est l'atmosphère quotidienne où baigne le citoyen hongrois. Par ailleurs, la réforme économique de 68 n'a fait qu'accentuer les tensions sociales, provoquant des réponses différentes de la part des couches dirigeantes aux problèmes économiques, dans le cadre du nouveau plan quinquennal.

De Chatellerault à Tours

MAIS OU SONT DONC PASSES LES VOIX COMMUNISTES

Le bureau politique du Parti communiste s'est réuni mardi dernier pour examiner les conséquences politiques de l'élection législative partielle de Tours. D'après les informations du « Monde » du jeudi 13 mai, il aurait décidé une « pause » dans l'application de la ligne définie au XXII^e congrès en attendant que tout le parti soit homogène sur la question. Le recul électoral de Tours suscite vraisemblablement des remous. D'autant qu'il fait suite à celui de Chatellerault en octobre dernier. Nous revenons ci-dessous sur l'échec du PC dans ces deux consultations partielles.

Le bureau politique a, d'autre part, décidé de convoquer le comité central pour les 31 mai et 1^{er} juin prochains.

« Ce n'est pas catastrophique » avait déclaré Gaston Plissonnier au lendemain de l'élection législative partielle de Chatellerault, il y a quelques mois. « Je serais déçu si je croyais au miracle » a dit Pierre Juquin en commentant, dimanche soir, le scrutin de Tours. Pour rassurants que se voulaient ces propos, ils n'en masquaient pas moins, l'un et l'autre, les échecs électoraux enregistrés à l'occasion des deux consultations.

En Poitou comme en Touraine, en effet, les candidats du Parti communiste ont perdu des voix par rapport au premier tour des législatives de 1973. Il manquait 2300 voix à Paul Fromonteil, à Chatellerault, 1800 à Vincent Labeyrie, à Tours. Certes, dans les deux cas, il s'agissait de circonscriptions peu favorables à la gauche. Mais, à chaque fois, le candidat socialiste a gagné des voix. De plus et ce n'est pas secondaire, les reculs de PC touchent y compris ses propres bastions, comme ce fut notamment le cas, dimanche dernier, dans la municipalité communiste de Saint-Pierre des Corps.

Echecs

Pourtant Paul Fromonteil, secrétaire d'une fédération particulièrement unitaire, avait mené une campagne « ouverte » sur le thème de l'union autour du programme commun. Du fait de la polémique nationale avec le PS, à cette époque, on avait alors laissé au vestiaire le mot d'ordre d'union du peuple de France que le candidat communiste avait pourtant défendu, un peu à contre-courant, lors du XXI^e congrès extraordinaire du parti (1). La volonté d'ouverture de la part d'un ancien responsable des Jeunesses communistes, partisan d'une large évolution du parti, se traduisait encore par des affiches électorales où n'était même pas mentionné son appartenance politique.

L'échec fut patent. La candidate socialiste, Edith Cresson, devançait Paul Fromonteil de 500 voix, alors que son prédécesseur, en 1973, avait recueilli 4000 de moins. Le recul communiste était généralisé et affectait les bureaux de vote à forte concentration ouvrière.

MULTIPLIONS LES INITIATIVES POUR LES DEUX ANTIFASCISTES DE LEVALLOIS

A Levallois la campagne s'amplifie pour la libération des deux anti-fascistes condamnés à de très lourdes peines de prison ferme. Une pétition réclamant la levée des inculpations, avait déjà largement circulé dans la ville. De nombreuses personnalités de Levallois l'avaient signée.

Mardi soir, à Levallois, une réunion unitaire était convoquée à l'initiative de certains signataires de la pétition. LO, la LCR, le PS, la CFDT et un membre des JC (non délégué) étaient présents. On retrouvait dans l'assistance un professeur de l'ENREA, des collégiens du CET de Levallois ainsi que des syndicalistes CFDT de

Vincent Labeyrie, également avait tout pour séduire les électeurs. Son slogan « vert » — « pour changer la vie, votez Labeyrie » — était pour le moins susceptible d'entraîner des confusions ! On avait abandonné le poing rouge, on célébrait l'alliance du savant et de l'ouvrier (Jacques Vigier, le suppléant maire de Saint-Pierre des Corps) et on testait, à Tours, l'orientation du XXII^e congrès qui remettait sur le devant de la scène le thème de l'union du peuple de France. Mieux, à la différence de Chatellerault, on avait fait « descendre » Pierre Juquin, responsable du cadre de vie au comité central, plus d'une vingtaine de permanents.

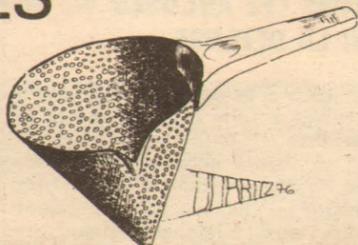
L'échec, là aussi, a été notoire. Le candidat socialiste Paul Lussault a gagné près de quatre points en pourcentage qui lui ont permis de devancer largement Vincent Labeyrie.

Un tel tassement de l'électorat communiste est apparemment surprenant alors que rien n'avait été épargné pour donner une image du parti plus démocratique et unitaire que jamais. D'autant plus surprenant dans une période où la poussée générale de la Gauche — traduction électorale d'une radicalisation des masses en profondeur — devrait logiquement profiter aux deux partis ouvriers. Où sont donc passées les voix communistes ?

Abstention

Dans sa bonne logique réformatrice, le PC est soucieux de rassurer les couches moyennes réticentes à son arrivée au gouvernement dans le cadre de l'union de la gauche. Forcé de modifier son allure générale, ses thèmes de propagande, il finit par édulcorer complètement ce qui faisait sa spécificité dans le champ politique français. Ses vieux militants, qui croyaient encore à son caractère « révolutionnaire », même derrière une pratique quotidienne de collaboration de classe, perdent leurs dernières illusions.

A cet égard, il est vraisemblable qu'à Chatellerault, comme à Tours, une part non négligeable du recul électoral est imputable aux abstentions.



PASSOIRE AVEC BEC VERSEUR

Si l'on prend Saint-Pierre des Corps, dimanche dernier, on s'aperçoit que 400 électeurs de moins qu'en 1973 ont participé au vote. Outre les pêcheurs à la ligne, il se trouvait certainement une grande partie des 170 votants qui ont fait défaut à Vincent Labeyrie pour retrouver le score de son prédécesseur d'il y a trois ans Jean Longuet. Les abstentionnistes marquent ainsi leur défiance par rapport à l'évolution du parti. Mais ils ne rallient pas les candidats de l'extrême-gauche, celle-ci apparaissant encore trop peu crédible.

L'essentiel du tassement électoral tient cependant au report des voix communistes sur les candidats socialistes. Quite à voter réformatrice, pourquoi ne pas voter, en effet, pour le parti qui apparaît le mieux placé pour battre les candidats de la droite au deuxième tour ? Si à chaque fois, les candidats socialistes mordent sur le « marais » centriste, il est indiscutable aussi qu'ils gagent des voix communistes motivées, sans doute, par le désir de voter « utile ». Sans compter qu'une partie de l'électorat traditionnel communiste qui faisait confiance au PC pour ses capacités d'organisation de la classe ouvrière tout en réprouvant sa politique et ses méthodes de fonctionnement, a l'impression de voter plus à gauche quand il donne ses voix à ceux qui parlent d'« autogestion » et de « front de classe ».

Dans l'état actuel des choses, on ne voit pas ce qui pourrait contre-carrer cette lente érosion de l'électorat communiste. Coincé entre une extrême-gauche sur sa gauche, et le Parti socialiste sur sa droite, le PC se trouve dans une impasse. C'est une contradiction qui ne manquera pas, au fil des échecs, de provoquer des remous et des remises en question chez les militants.

Pierre Julien

(1) Lors du XXII^e congrès, en octobre 1974, le PC avait lancé la polémique contre le PS, et rectifié le cours « unitaire » de l'été après la campagne présidentielle, quand toute la propagande était centrée autour du mot d'ordre : l'union du peuple de France.

CORSE

A L'HEURE DU LAITIER

Dans la nuit de mardi à mercredi, la police judiciaire a opéré, à Ajaccio et à Bastia, une série de perquisitions et d'interpellations. Une vingtaine de personnes ont été emmenées au commissariat pour y être entendues. Pourquoi ? Nul ne le sait mais on suppose que cette « raffle » est en rapport avec les actions récentes du FNL (1). A Ajaccio, outre plusieurs personnes connues pour leur sympathie autonomiste, les sbires de Poniatowski retiennent dans leurs locaux Michel Pagni et Roc Rognano. A Bastia, selon les voisins, deux des interpellés se nommeraient Mastor et Valentini. Le Canard Enchaîné de cette semaine révèle que le Préfet Riolacci, dit Riolharki, envoie, jour après jour, des télégrammes angoissés au Ministère de l'Intérieur, suppliant que la Justice n'ait pas la main trop lourde. Toujours d'après le Canard, Poniatowski serait de cet avis. En effet, le prince, par le truchement des RG sait comment réagira la population corse si le leader autonomiste est maintenu en détention. Mais, à l'encontre, Chirac et Giscard d'Estaing penchent pour la fermeté, afin de faire comprendre que la raison d'Etat n'est pas un vain mot.

Déjà, deux congrès syndicaux (celui de la CFDT Paris Télécoms et celui du SENP) ont envoyé à la Cour de Sureté de l'Etat des motions demandant la libération immédiate de tous les corses emprisonnés. Il faut que dans les jours qui viennent, ces motions se multiplient à en inonder le bureau du juge Guillery. Défendre Edmond Simeoni et ses complices ne doit pas rester l'affaire des seuls travailleurs corses. Les travailleurs français ont, eux aussi, à se ranger aux côtés de leurs frères insulaires et ils doivent le faire savoir.

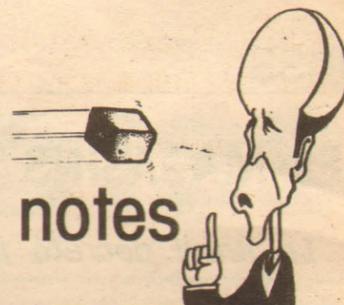
(1) Front National de Libération

A.P.
Réuni à Marly le Roi, en congrès national, les délégués syndicat national de l'Education physique ont voté une motion demandant la libération d'Edmond Simeoni et la dissolution des juridictions d'exception.

CHEVENEMENT DANS UNE ENTREPRISE

Midi, devant le siège de l'Union des Assurances Parisiennes, une dizaine de militants du PS vendent l'Unité en attendant l'arrivée de Chevenement, député dirigeant de la tendance CERES du Parti socialiste. Au bout d'un quart d'heure, il arrive. Petite déclaration à Radio Monte-Carlo. Et la cinquantaine d'employés, présente, s'engouffre dans le bâtiment de l'UAP. L'huissier maison est présent pour signifier l'interdiction de la réunion par le tribunal de grande instance de Paris. Le libellé du texte permet à Chevenement d'ironiser sur le côté démocratique de Giscard. En effet, la loi prévoit l'utilisation de « la force armée » si une réunion interdite se tient.

En fin de compte, la présidente CGT du Comité d'Entreprise invite officiellement Chevenement à tenir le mini-meeting. La discussion entre l'orateur et les cinquante personnes tournera trop souvent à la polémique PC-PS mais l'important est la tenue de la réunion. Comme devait le dire le dirigeant du CERES, une loi qui interdit aux travailleurs de faire de la politique dans l'entreprise est une absurdité anachronique qui doit disparaître. Il faut enfin noter l'absence totale de forces de police. Le gouvernement pour une fois aura eu le sens du ridicule.



notes

FORUM DE LA LCR A SARCELLES, LE 14 MAI.

La section de Sarcelles (95) de la LCR organise le vendredi 14 mai à 20 heures, une série de forums-rencontres, avec montages-diapos, expositions, débats :

- les luttes ouvrières, l'emploi et le chômage
 - la lutte des foyers Sonacotra
 - les luttes des femmes
 - les jeunes
- Salle Pablo Neruda, avenue Paul Valéry, Sarcelles.

FETE DE LO A NANTES, LES 15 ET 16 MAI

Samedi 15 mai et dimanche 16 mai 1976 aura lieu à Bouguenais (centre aéré de la ville au Denis) près de Nantes, la seconde fête de Lutte Ouvrière en Loire-Atlantique. AU PROGRAMME ARTISTIQUE : Le samedi : Serge Kerguiduff, le Théâtre de la Chamaille, et à partir de 20 heures 30, un grand Fest Noz avec An Endreziz. Le dimanche, la Grande Citrouille, ceux qui bossent, et Los Gringos. Cinéma, stands, jeux, jeux, expositions, forums, etc, compléteront ce programme de la fête populaire et politique.

JOURNEE DE LA FEDERATION ANARCHISTE A VILLIERS-LE-BEL, LE 16 MAI

Dimanche 16 mai 1976, à Villiers-le-Bel, Salle des fêtes Marcel Pagnol (train : Gare du Nord-Bus : Pte de la Chapelle), la Fédération anarchiste organise, de 11 h à 22 h, les « 10 heures pour l'anarchie ».

Cette journée de soutien au journal « le monde LIBERTAIRE » comportera des débats des colloques, des projections de films, un spectacle artistique, une exposition inédite sur l'aspect constructif de la révolution espagnole et notamment de 15 h à 17 h la présentation du « Livre anarchiste » en France.

Des films sur l'Espagne 36 - Marini, Lecoin, Le Larzac, l'Urbanisme et la Femme seront projetés.

- F. Rabbath, S. Bartel, J. Favreau, M. Eglin, le Groupe Cathelémis, J. Huges etc... animeront la partie artistique.

Enfin des représentants des mouvements Anarchistes Bulgares, Espagnols et Portugais viendront apporter des informations sur les luttes et la situation actuelle du Mouvement Anarchiste International.

Fédération Anarchiste.

à Lyon
c'est
la fête!
de
Politique
hebdo



14, 15 et 16 mai,
au centre pierre valdo,
176 rue Pierre Valdo,
Lyon 5^e

La Cour de cassation empêtrée dans ses contradictions

AGRET RESTE EN PRISON !

La séance du 11 mai de la Chambre criminelle de la Cour de cassation fera date. Non sans doute par l'importance des décisions qui en sont issues : refus de suspension de la peine de Roland Agret et complément d'enquête ordonné sur son dossier, mais par ce qu'elle aura révélé sur les réflexes et conditionnements des gens de justice.

Tout tient presque en une phrase : celle qu'a prononcée au terme de son exposé l'avocat-général Davenas. « Rien ne permet actuellement d'avoir un doute sur la culpabilité d'Agret » explique-t-il. « Mais il faut néanmoins ordonner un supplément d'enquête ». Le propos semble contradictoire. Ou bien, il y a des doutes sur la culpabilité de Roland Agret, ou bien il n'y en a pas. Dans les deux cas on est renvoyé au dossier de l'accusation : ou bien il est incomplet, comporte des zones d'ombre, et, faute de preuves Agret est présumé innocent. Ou bien il est solide et cohérent, et en ce cas, Agret est coupable. Preuves à l'appui. Proclamer, dans un même temps, la culpabilité de Roland et souhaiter l'ouverture d'une enquête relève de la confusion mentale ou de la manie policière. A moins que l'on oublie un élément du problème qui se pose au bon avocat-général. Il nous met sur la voie : s'il faut ordonner un supplément d'enquête, c'est « pour mettre fin à un certain climat cherchant à agiter la notion d'erreur judiciaire ». Un climat qui agite une notion... l'audace de la formule ne dissimule pas la gêne de la pensée. Car c'est un aveu de taille que lâche l'avocat général. La décision de la Cour de cassation a plus pour fonction de mettre fin à un « certain climat » que de rendre la justice; gagner du temps, repousser (aux calendes si possible) les vraies décisions en prenant des airs importants, voilà le sens de leurs débats du 11 mai. L'enquête ordonnée peut durer des mois, ou des siècles. Avec un peu d'habileté et d'intox, l'opinion se laissera d'Agret. Dans ce petit travail on peut compter sur le soutien de journaux à la botte genre *Minute* ou *L'Express* qui, dans l'affaire Agret ont toujours su comprendre de quel côté devait pencher la balance de la justice.

Avec un peu de poigne, on peut espérer dissuader ceux qui se regroupent dans des comités de soutien à Roland Agret. Jean Lapeyrie, militant du Comité d'action des prisonniers vient de voir très opportunément son sursis révoqué. Catherine Legay est recherchée. Enfin, Roland Agret lui-même. « Malgré sa grève de la faim, il reçoit des soins efficaces de nature à améliorer son état de santé. Il doit donc rester détenu ».

Agret maintenu en prison, c'est l'axe central de la manœuvre. Il faut qu'il y reste. Parce qu'il faut qu'il y ait un coupable dans cette affaire. Le rapport de la précédente commission d'enquête l'avouait ingénument : « en cas de succès (sic) pour Agret, Santelli demanderait à son tour la révision. Il faudrait alors admettre que les victimes du meurtre se sont suicidées ». Lecanuet, ministre des prisons, cherche à élever le débat, à sa manière bien sûr : si on relâche Agret, pourquoi se le cacher, il faudra très vite faire sortir de prison bien des détenus. Impossible ! Mieux vaut miser, sur les talents du Docteur Tosti de l'hôpital Salvador, spéculer sur l'agonie de Roland, plutôt que de créer un pareil précédent.

La libération immédiate reste donc l'objectif plus que jamais prioritaire. Il se combine étroitement avec la bataille pour la réouverture du dossier, pour la réponse point par point aux calomnies, aux confidences autorisées des flics. L'action de Roland est au cœur de cette contre-offensive.

J.F.V.

Comités de soutien à Roland Agret :

A Marseille : Un meeting se tient ce soir, à 21 h, salle Madelot soutenu par le MAJ, le SM, la LCR, le PSU, l'OCR, et La Criée. Marie-Josée Agret et les avocats de Roland seront présents à la tribune.

A Paris : Le Comité de soutien communiqué : « Devant la réponse de la Cour de cassation, le Comité Agret organise le 22 mai, 6 heures pour Agret, afin de démontrer au peuple français au nom duquel Roland a été condamné, comme la justice fait condamner un innocent. Pour l'organisation de cette journée, le comité a besoin d'argent, et demande à tous ceux qui peuvent le soutenir d'envoyer leur chèque (en blanc) à la Maison-Ouverte, 17 rue Hoche, Montreuil. La prochaine réunion du comité aura lieu mardi 18 mai à Montreuil, rue Hoche ».

Après les menaces de Lecanuet contre le magistrat de Marseille

LE JUGE CECCALDI REFUSE SA MUTATION-PUNITION

M. Lecanuet était mardi soir catégorique : ce n'était pas le pouvoir qui voulait étouffer l'affaire des pétroliers en envoyant le substitut Ceccaldi endosser une toge de procureur à Hazebrouck, mais bien ce dernier qui avait sollicité sa mutation. Il y a dans cette affirmation une petite part de vrai et une grosse part de faux.

Dans le déroulement d'une carrière de magistrat, il est rarissime de monter en grade dans la ville où l'on se trouve lorsqu'on postule à un avancement. Cela est d'autant plus vrai dans les villes du Midi où les places sont très recherchées. Aussi le magistrat qui remplit les conditions nécessaires à un avancement (ancienneté et notation) a d'autant plus de chance de le réaliser qu'il accepte d'être envoyé dans quelques tribunaux du Nord peu appréciés. C'est le cas d'Hazebrouck, petite ville de 18 000 habitants, un de ces points de passage presque obligés lorsqu'on veut poursuivre une carrière et que l'on n'a pas de grandes relations à la chancellerie. Aussi rien d'étonnant à ce que M. Ceccaldi, substitut à Marseille depuis de longues années, ait demandé, entre autre d'être muté à Hazebrouck pour passer procureur.

Le hic dans l'affirmation de Lecanuet c'est que demander un poste est une chose et l'obtenir en est une autre. C'est la Chancellerie qui fait les nominations, à l'heure qui lui sied. Et c'est là que les accusations lancées par Deferre, Lazarino et le syndicat de la Magistrature prennent toute leur valeur : il n'y avait pas urgence à muter M. Ceccaldi qui aurait très bien pu terminer son affaire, à moins que, précisément, on ait voulu l'en empêcher. Hypothèse d'autant plus crédible que la commission des ententes, organisme du ministère des Finances chargé d'effectuer une enquête sur les pratiques des pétroliers, s'apprêterait à remettre son rapport en blanchissant toutes les compagnies pétrolières incriminées. Plus précisément : la commission aurait constaté que

Le document présenté par Lecanuet à la presse indique bien qu'Hazebrouck figurait parmi les villes demandées par le juge Ceccaldi. Mais parmi plus de 140 possibilités comme le document le montre aussi et il reste étonnant que la décision, habituellement plus lente, ait été prise subitement en un moment si « opportun » pour les pétroliers. (Photo DR)

depuis le début de son enquête en 1973 aucun reproche ne pouvait plus être adressé aux compagnies. Pour ce qui est d'avant, par contre... Toujours est-il qu'on voit mal une commission remettre un rapport vierge alors que les PDG des huit plus grosses compagnies pétrolières sont toujours inculpés. De là à penser qu'on ait décidé « d'écraser » l'affaire de Marseille, il n'y a qu'un pas.

Ce pas, le substitut Ceccaldi, après d'autres, l'a franchi en refusant mercredi une nomination qu'il a qualifiée de « disciplinaire et politique ». Disciplinaire, car elle revient à sanctionner d'une peine

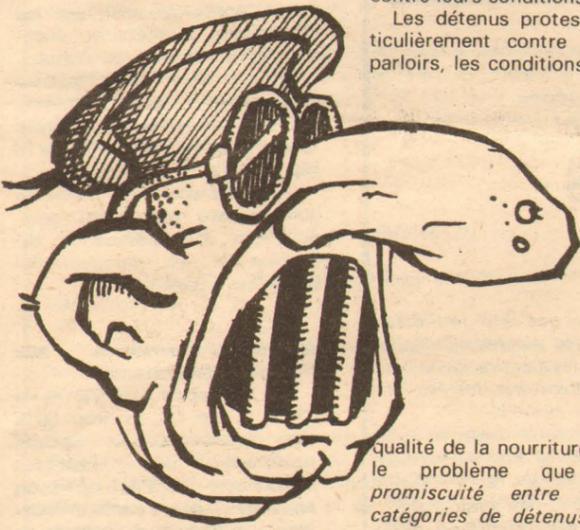
d'exil un magistrat qui a refusé de se plier à une demande de la chancellerie lui enjoignant de prendre des réquisitions de non-lieu ; politique, car elle cherche à étouffer un scandale qui risque de déranger trop d'intérêts chers au cœur du gouvernement : auquel appartient M. Lecanuet.

Cette affaire, sans nul doute, n'est pas terminée. M. Lecanuet tentera-t-il de prendre des sanctions comme il l'a menacé ? M. Ceccaldi a en tous cas promptement contre-attaqué en affirmant qu'en cas de sanctions, il s'estimerait délivré du secret de l'instruction.

Georges Marion

PRISONS

VERS UN REGAIN DES LUTTES



Depuis samedi dernier, une cinquantaine de détenus de la maison d'arrêt d'Angoulême ont entamé un mouvement de protestation contre leurs conditions de détention.

Les détenus protestent tout particulièrement contre l'exiguïté des parloirs, les conditions d'hygiène, la

pour mater ceux qui refusent de se satisfaire des pseudo-réformes lâchées après l'été explosif de 1974.

La lutte d'Angoulême suit de peu celle des 7 détenus du quartier de haute sécurité d'Evreux qui, par la grève de la faim, espéraient obtenir le remplacement des vitres opaques de leurs cellules par des vitres transparentes, ou même par des barreaux. Cette lutte n'est pas étrangère non plus, c'est l'évidence, à celle que mène Roland Agret.

« Le climat se détériore dans les prisons », note dans son dernier bulletin le Syndicat de la Magistrature. Les premiers symptômes apparaissent. On a trop fait de promesses aux détenus, et le retour de bâton est déjà là ». C'est l'évidence, 380 tentatives de suicides en 1975, voilà le résultat concret de ces fameuses réformes, voilà ce que produisent les prisons trois étoiles contre lesquelles aboient *Le Parisien* et *Minute*.

Alors, verra-t-on, sous peu le regain de luttes comparables à celles de 1970-71, de l'été 74 ? Vraisemblablement pas. C'est un mouvement de résistance diffus, différencié, mais sans doute aussi plus profond et plus large que ceux des dernières années qui grandit actuellement. « Il y avait 30 places dans les quartiers de sécurité renforcée avant mai 1975, explique encore le Syndicat de la Magistrature, le temps n'est pas loin où il faudra 1000 places ».

qualité de la nourriture. Ils évoquent le problème que pose « la promiscuité entre les diverses catégories de détenus ».

Les détenus en lutte refusent, pour le moment, de prendre les repas qui leur sont servis, à l'exception du petit déjeuner.

Ce mouvement ne semblera limité qu'à ceux qui ignorent les conditions concrètes de lutte dans les prisons, la réponse maintenant invariable de l'administration pénitentiaire contre ceux qui se révoltent : l'envoi en quartier de sécurité renforcée, ces prisons dans les prisons, conçues

LES FAFS A JUSSIEU

18h30 - 30 rasés couleur kaki attaquent le local de l'UNEF, désert à cette heure-là, et saccagent tout. Ils repartent en direction de la caserne Sully où sont rangés les Gardes républicains. La police n'a rien vu.



critique communiste

Abonnement 10 numéros : 60 F.

Antoine Arthous, Daniel Bensaïd

« Que faire ? » (1903) et la création de la Ligue Communiste (1969)

Henri Weber

Stalinisme et métaphysique

Pierre Rousset

Stalinisme, centrisme et « communismes nationaux ».

Denise Avenas, Jean-Nicolas

La perversion, l'amour et la révolution

Denis Berger

Cours, militant, le surréalisme est derrière toi !...

Alain Joxe

La crise de l'armée française et les révolutionnaires

Hector Léans

Ennuis de scaphandre ou Badiou et la contradiction

BANQUES

Souffler le froid et le chaud

La grève nationale coordonnée de longue durée annoncée le 3 mai par les quatre fédérations CFTC-FO-CGT-CFDT avorte un mouvement de 48 h pour les 20 et 21 mai.

Le 3 mai, les quatre fédérations des banques intriguèrent l'opinion... et les employés par ce qui pouvait être compris comme un défi lancé à l'intransigeance des banquiers. Sans en préciser ni les modalités, ni le calendrier, les quatre fédérations ouvraient la perspective d'une « grève nationale coordonnée de longue durée susceptible d'imposer le cahier revendicatif ». Pendant huit jours les sections syndicales en furent réduites à interpréter ce qui pouvait se cacher derrière cet appel aux allures combatives.

Dans de nombreuses banques le communiqué fut compris comme un encouragement à la grève de 24 h reconductible que les fédérations ne manqueraient pas de bientôt généraliser à l'ensemble de la profession. Mardi 11 mai, les fédérations se sont rencontrées. La CFDT, timidement proposait une grève nationale de 24 heures reconductible... sans trop y croire faute de préparation sérieuse.

Devant le refus de la CGT, de FO et de la CFTC, elle se rabattait très vite sur l'éventualité pour les 20-21 mai prochain, conçus comme « une nouvelle étape vers une grève nationale coordonnée de longue durée ». Acceptées par la CGT, FO et la CFTC considérant « que les assemblées générales qui se sont tenues dans les différents établissements bancaires montrent que la situation actuelle n'est pas prête pour un mouvement d'ensemble » ont alors quitté la séance !

Ce report des échéances de la mobilisation est reçu comme une douche froide. Tous les secteurs déjà lancés dans l'action, à la BNP Bergère, aux agences BNP parisiennes et Société Générale, dans les banques populaires, à Lorient, se retrouvent isolés, abandonnés et envisagent la reprise. Tous les secteurs hésitants qui attendaient des mots d'ordre précis et les garanties d'un appel unitaire clair se trouvent renforcés dans leur méfiance vis-à-vis

de la volonté de lutte des fédérations.

Le bilan va être tiré aujourd'hui dans les assemblées générales. Il était pourtant possible de lancer ce 24 h reconductible. La fédération CGT, fidèle à sa tactique électoraliste, s'est refusée à une telle préparation méthodique pour en rester à des mouvements éparpillés.

La fédération CFDT a joué d'inconséquence par rapport à ses déclarations officielles. On a joué avec les secteurs les plus combattifs : les difficultés de préparation d'une lutte d'ensemble s'en trouvent aggravées. Se trouve éloignée d'autant la satisfaction des revendications.

Correspondant Banques

MONIN LYON

Quatrième semaine de grève

Aujourd'hui 13 mai, les chargeurs de l'entreprise Monin commencent leur quatrième semaine de grève. Alors que lundi après-midi, après le débrayage des conducteurs, Monin semblait faire des concessions au cours de contacts officieux avec les représentants du personnel, la rencontre de mardi n'a rien donné. Pas question pour Monin de céder sur l'essentiel. Les travailleurs doivent accepter plus de travail en étant moins nombreux et en disposant de moins de camions.

Une nouvelle rencontre est prévue vendredi à 15 h 30. En attendant ce nouveau face à face, les grévistes manifesteront aujourd'hui à Lyon avec les autres travailleurs. De plus, bien que le piquet dissuasif de Sathonay ait été levé, d'autres formes de soutien sont mises sur pied, avec notamment la solidarité financière.

CII

PARTOUT EN LUTTE

- Hier manif des grévistes de Louveciennes jusqu'à la CII Rocquencourt
- Après les votes : poursuite de l'action par 24 h reconductible

Mercredi 12, lendemain du rassemblement massif à Louveciennes, de 1800 travailleurs venus faire pression sur les futures directions de l'entreprise démantelée, la nécessité de poursuivre une action concertée des travailleurs de l'ensemble de l'entreprise a été largement ressentie.

C'est ainsi qu'à l'occasion des votes à bulletins secrets organisés hier par la CGT et la CFDT, une nette tendance en faveur de la grève de 24 h reconductible s'est dégagée : 520 voix en ce sens à la CII Louveciennes et Rocquencourt.

Quant au centre des Clayes-sous-Bois, le problème de la grève de 24 h reconductible a été posé sous l'angle de l'occupation.

Hier, après l'adoption de la grève active jusqu'à ce matin 9 h, nouveau vote sur

le type préférentiel d'action : sur cette entreprise, d'environ 1200 personnes (dont une centaine d'intérimaires qui ne votent pas), il y eut 914 participants au vote. 391 se sont prononcés pour la grève reconductible avec occupation et 492 contre l'occupation.

Alors que Vélizy est toujours dans l'action et que la grève du service de maintenance de certains clients (par exemple dans un certain ministère et un centre de chèques postaux de province), les grévistes de Louveciennes ont montré leur détermination en manifestant jusqu'à la CII de Rocquencourt. (Ceci malgré le bluff de la direction qui fait parader à la porte de son entreprise les gros bras de l'ACDS ainsi que M^{re} Fradin, l'huissier « intimidateur » de service).

Du côté d'Honeywell Bull, un débrayage de solidarité a eu lieu dans le service de maintenance.

Cette généralisation de l'action déterminée chez les travailleurs de l'informatique montre bien qu'aujourd'hui 13 mai, journée nationale d'action, si participation du personnel de la CII il doit y avoir, celle-ci doit se faire dans un cadre de grève active généralisée. Descampes

en lutte

La Ciotat : Sécurité, mais pas pour n'importe qui !

Une originalité aux Chantiers navals de la Ciotat, les bateaux sont lancés directement dans le port, ce qui provoque à chaque fois un raz de marée spectaculaire. Le 11 mai, on lançait *Le Monge* à La Ciotat. Un service d'ordre important protégeait le cortège des personnalités. Mais la foule des spectateurs n'était nullement protégée. Quand le bateau, de tonnage important plongea dans l'eau, la lame de fond emporta plusieurs dizaines de personnes. Les noyades furent évitées de justesse. La police refusa le passage de l'ambulance pour laisser passer le cortège. Un exemple de plus de la façon dont la sécurité est organisée aux Chantiers navals : 10 morts par an aux Chantiers en témoignent. (Correspondant)

Equipement à Angers, une manifestation dynamique.

Continuant la mobilisation de la semaine dernière, contre la répression anti-syndicale et pour les effectifs, une forte manifestation de 400 personnes (sur 900 travailleurs) regroupant tous les secteurs de l'équipement s'est déroulée, mercredi matin, dans les couloirs de la direction. Le directeur du personnel à Paris semble accepter de lever la sanction en échange d'une lettre d'excuse du travailleur blâmé. La mobilisation continue sous des formes variées, grève du téléphone, AG de service et AG tous les matins dans l'unité la plus grande : CGT, CFDT, FO, CFTC.

La lutte prend un nouvel essor du fait de l'inculpation d'homicide involontaire d'un conducteur de travaux, à cause d'une mauvaise signalisation sur un chantier qui a provoqué un accident mortel. (Correspondant)

Les travailleuses sociales étaient venues à 300, mardi matin devant le ministère de la Santé pour soutenir les négociateurs à l'appel de la CFDT. Soutenues par des représentants de l'ensemble du secteur elles ont patienté 3 heures pour s'entendre opposer un refus catégorique sur toute la ligne. Les revendications portaient sur les salaires (on débute à 1633F et on passe à 2580F après 20 ans), sur les restrictions budgétaires énormes et la révision du statut.

Puis, elles sont parties pique-niquer aux Champs Elysées aux cris de « Lenoir fais-tu du travail social ou de la répression ? »

Une réunion s'est tenue le soir, square Montholon pour envisager la continuation de l'action et les perspectives. (Correspondante)

Grèves tournantes aux Pétroles d'Aquitaine

A l'appel de la CGT, de la CFDT et de FO, environ 50% des salariés de la Société nationale des Pétroles d'Aquitaine (SNPA) de Lacq employés en « journée normale » ont observé un arrêt de travail de deux heures mardi pour protester contre le projet de restructuration et pour la maintien des avantages acquis. Les syndicats ont décidé de poursuivre le mouvement par une série de grèves tournantes du 13 au 18 mai et du 20 au 25 mai, la production étant abaissée au minimum technique. (d'après AFP)



EGF

Après les grèves de fin avril

QUATRE SYNDICALISTES SANCTIONNÉS

Après les coupures de courant lors des grèves tournantes de fin avril, quatre agents, syndiqués CGT, du centre Ile de France Sud (Bourg la Reine) avaient reçu des sanctions allant de l'avertissement au blâme, avec réduction de la prime de productivité.

A la suite d'une violente et rapide réaction de l'ensemble des agents contre ces atteintes grossières au droit de grève, la direction a fait mine de reculer et a fait croire que les sanctions étaient levées, le temps de laisser passer la vague... Les sanctions étaient so-disant mises en délibéré.

Face à cette manœuvre patronale, les agents se sont trouvés désemparés après la joie de la fausse victoire. La réponse unitaire qui

s'imposait n'a pas été immédiatement organisée par les syndicats, ceci, malgré les aspirations unitaires qui s'étaient manifestées lors de la première riposte.

Un climat sectaire règne en effet depuis les récentes actions menées par la CGT seule, vu la surenchère qui précède généralement les élections de représentativité à EGF, prévues pour le 20 mai.

Chacune de leur côté, les fédérations CGT et CFDT appellent les agents à une très forte mobilisation le 13 mai, pour la levée des sanctions, mais une réunion unitaire des militants d'Ile de France Sud est prévue aujourd'hui en fin d'après-midi pour envisager les conditions de la riposte.

Correspondante

vie syndicale

Congrès de l'Union inter-professionnelle du Puy-de-Dôme CFDT

La CFDT du Puy-de-dôme, l'une des premières, sur le plan régional à se séparer de la CFTC en 1964 (emmenée par le syndicat de la Chimie) a progressé surtout depuis 1968 et compte aujourd'hui environ 4800 adhérents (principalement dans les PTT, la Santé, le Bâtiment, l'Agriculture, la Défense nationale et chez Michelin).

Pour ce congrès qui s'est tenu la semaine dernière, les conseils syndicaux et les sections, ont proposé 80 amendements à la résolution générale, parue un mois à l'avance.

Dans la dernière période, des luttes comme celles de Pauly, SCPS, Chambon avaient posé concrètement le problème de l'organisation des travailleurs pour la conduite de leurs luttes, ceci a amené l'ensemble des syndicats à vouloir débattre de ce problème qui fut l'un des axes du congrès. Par exemple, une proposition présentée par les PTT soulignait le rôle moteur et primordial de la section d'entreprise qui « doit être à même de faire participer activement les travailleurs à la conduite de la lutte en privilégiant le débat démocratique en AG qui reste souveraine quant à ses décisions... »

D'autres syndicats, comme le Bâtiment et la Santé, mettaient

clairement l'accent sur le problème des comités de grève : « ...la section syndicale d'entreprise pourra être amenée à prendre l'initiative de la constitution de comité de grève responsable devant les grévistes... » Cet amendement a obtenu 37% de votes favorables.

Sur la base de son travail en direction des travailleurs immigrés, le syndicat du Bâtiment proposait un amendement réclamant l'égalité des droits, « sans aucune restriction » avec les travailleurs français. Après débat, il fut adopté et intégré à la résolution générale par 90% des mandats.

Par ailleurs, de nombreux problèmes d'ordre plus général ont été abordés. Ainsi le problème de la transition au socialisme et du devenir de l'Etat bourgeois, celui du syndicat de soldats, des nationalisations et du contrôle ouvrier.

Pour finir, soulignons qu'une proposition concernant l'unité syndicale n'a recueilli que 15% des mandats et le congrès a rejeté l'idée de la publication, dans la presse syndicale, de tribunes libres émanant des syndicats, par exemple lors de la préparation des congrès.

Correspondant

IMMIGRES

LES BASSES FOSSES

- Le bagne illégal d'Arenc, près de Marseille, n'est pas un cas unique
- Selon des avocats de Nanterre, il en existe un autre dans l'île de la Cité à Paris.

On savait depuis l'an dernier qu'il existait à Arenc près de Marseille un centre de détention pour les travailleurs immigrés, où ils pouvaient passer une, deux, plusieurs semaines en dehors de toute protection légale. On aurait pu penser qu'à la suite de la campagne de presse alors intervenue, M. Poniatowski, ministre des polices et des expulsions, se hâterait de mettre fin à cette éblouissante scandale.

Il n'en est rien. Non seulement il n'est pas sûr que le centre d'Arenc n'existe plus (les plaintes déposées alors sont simplement en cours d'instruction) mais encore il est maintenant certain que ce genre de centre existe à Paris même, à la Préfecture de Police.

C'est ce qu'ont dénoncé, hier, des avocats du barreau de Nanterre, lors d'une conférence de presse tenue à Sèvres (Hauts de Seine), à l'initiative des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés du département, avec la participation de l'Association des Marocains en France, de l'UGTSF, du Comité des travailleurs arabes et de la FASTI.

Un exemple parmi d'autres. Un travailleur immigré entre en France en janvier 75 puis se voit notifier un refus de séjour par la Préfecture des Hauts de Seine. Il s'y représente quelques jours plus tard en compagnie de parents ; il monte au 6^e étage, là où sont les locaux des services « s'occupant » des immigrés ; sa mère restée en bas, au commissariat, ne le voit pas revenir. Huit jours après elle ne l'avait toujours pas revu.

Il avait été expulsé sous escorte policière... Mais au bout de 7 jours ! De 7 jours de détention dans les locaux de la Préfecture de police à Paris (au dépôt ?, ailleurs ?). Or, personne ne peut être légalement « gardé à vue » pendant plus de 48 h. Si l'on s'en tient au droit pénal.

Et ce n'est pas là un cas isolé : c'est la règle, à Bordeaux ou au Havre où existe également ce genre de bagne, la règle courante dans la France de Ponia et de Dijoud ! Il y aurait une cinquantaine de cellules à la Préfecture où des immigrés seraient en transit pour des périodes de 4 à 10 jours, sans aucune des (maigres) garanties que donne la garde-à-vue (droit de voir un



médecin). Dans l'isolement le plus total.

Et s'il leur prenait la « fantaisie » de garder les immigrés un mois, plus ? Vous n'en sauriez rien.

La détention arbitraire commise par un fonctionnaire est qualifiée de crime par le droit français. Passerez-vous aux Assises, M. Poniatowski ?

Aujourd'hui le mouvement ouvrier doit exiger que toute la lumière soit faite sur cette monstrueuse pratique dont sont victimes nos frères, les ouvriers immigrés. M. le Préfet, vous serez obligé de répondre.

Joseph Cabrol

SONACOTRA

Les résidents ont mis en place cinq commissions de travail

Le Comité de Coordination a fait le bilan de la situation et il s'organise : c'est qu'il faut répondre aux exigences nouvelles ; celles de l'extension nationale du conflit ; pour faire, cinq commissions ont été

mis en place ; juridique, culturelle, propagande, information, soutien. Juridique, pour contrer les menaces d'expulsion, pour faire aboutir le recours devant le Conseil d'Etat (et c'est long un recours devant cette

juridiction !) pour faire revenir ceux qui ont été expulsés ; mardi le tribunal, saisi par les résidents pour désigner un huissier entre les mains duquel ils verseraient le montant des loyers s'est déclaré incompétent ! La bagarre sera longue.

Culturelle : le projet des résidents c'est de permettre une animation culturelle tout différente de ce qui se faisait habituellement dans les foyers ; la coordination sortira des textes présentant les spectacles : on envisage une pièce de théâtre présentant les spectacles, un film avec la participation active des résidents... La commission invite tous ceux qui pourraient apporter une aide d'une façon ou d'une autre. Qu'on se le dise ! Rendez-vous samedi à 10 h à la Fasti.

Propagande : sa tâche sera celle de l'extension de la grève, de centralisation, et surtout la sortie d'un journal de la coordination qui serait un précieux instrument de la popularisation du mouvement.

Information : elle représentera le Comité auprès des organes officiels de la presse et constituera des dossiers d'information. Soutien : elle s'occupera des relations avec les nombreux comités de soutien qui rassemblent tous ceux qui veulent aider les résidents dans leur long combat. La coordination a par ailleurs fait savoir que 4 foyers avaient arrêté la grève : ceux de Bezou, Sevran, Butte Blanche, Argenteuil St-Denis ; c'est là le résultat des pressions exercées par le Parti Communiste et l'Amicale des Algériens. A Strasbourg en revanche et contrairement à ce que la presse a pu annoncer, aucun accord n'a été signé à ce jour, même si des négociations sont en cours.

Les résidents ont toujours besoin de votre soutien, particulièrement sur le plan financier. Envoyez vos contributions à GISTI CCP 30 182 02, La Source ; avec la mention : « Foyers Sonacotra ».

TRIBUNE des luttes

FTIACC CFDT Fédération du Livre CFDT

Les syndicats de journalistes (CFDT, CGT, FO, SNJ) appellent les journalistes à une journée de grève nationale le 21 Mai. La fédération du Livre CFDT et la Fédération CFDT des travailleurs de l'information, de l'audiovisuel et de l'action culturelle (FTIACC) affirment leur solidarité avec ce mouvement.

Dans la presse, comme dans les autres secteurs, les travailleurs se heurtent à l'intransigeance patronale. Les revendications mises en avant par les journalistes pour le 21 Mai sont semblables sur bien des points à celles des travailleurs du Livre, ouvriers et employés, et de la radio-télévision :

- salaires,
- conditions de travail et durée de travail,
- emploi (refus des licenciements et lutte pour l'augmentation des effectifs),
- refus de la remise en cause des avantages et droits acquis, notamment par l'utilisation de contrats à durée déterminée et d'intérimaires.

La restructuration capitaliste qui affecte le secteur de l'information, l'utilisation des nouvelles techniques contre l'emploi et les qualifications de travailleurs, les conséquences du démantèlement de la radio et de la télévision nationales, tout cela nécessite une convergence des luttes.

Les deux fédérations CFDT appellent les travailleurs des diverses catégories, à l'occasion des actions qui vont se dérouler durant les prochaines semaines, à débattre ensemble de leurs problèmes communs. A l'occasion de la grève des journalistes le 21 Mai, elles demandent aux autres travailleurs des entreprises d'information de rechercher des modalités de soutien selon les circonstances ; notamment, la Fédération du Livre CFDT demande à ses adhérents de refuser de prendre du travail remis par des journalistes autres que ceux avec lesquels ils travaillent habituellement.

BRETAGNE

119 mois de prison (sursis) pour 8 inculpés

LA LOI ANTI-CASSEURS

contre les syndicalistes

ENTRE DANS LES MOEURS

119^e mois de prison (avec sursis) pour 8 paysans : Bretagne : l'application de la loi anti-casseurs aux syndicalistes entre dans les mœurs...

d'aggraver des condamnations prononcées il y a quelques mois par le tribunal correctionnel de Morlaix à l'encontre de syndicalistes paysans pour leur participation à diverses manifestations.

La cour l'appel vient

Dans l'affaire de Morlaix où les syndicalistes étaient poursuivis comme instigateurs d'une manifestation qui avait provoqué quelques dégâts à la sous-préfecture et à la perception, la Cour a non seulement confirmé l'application de la loi anti-casseurs en soulignant qu'il était indifférent que les intéressés aient participé ou non aux violences dès lors qu'ils avaient eu l'initiative de la manifestation, mais elle a, en plus, porté le total des peines de prison (avec sursis) prononcées contre les 8 inculpés de 27 mois à 119.

Une offensive du pouvoir

A propos du barrage de route de Carhaix, à la suite duquel 9 porcs avaient crevé dans un camion, la cour d'appel a condamné 5 paysans qui avaient été relaxés par le tribunal correctionnel ; la cour a, par ailleurs, confirmé la culpabilité des mêmes militants dans l'affaire de la perception qui avait été inondée de fumier et de lisier.

On pouvait croire, jusqu'à ces décisions, que l'application systématique de la loi anti-casseurs aux dirigeants syndicaux était le fait d'excès de zèle à l'échelon local. L'aggravation des décisions en appel ne permet plus de conserver aucune illusion : le pouvoir est en train, à travers ces affaires, de créer de redoutables précédents et il est grand temps de réagir. Les militants de la FGA-CFDT condamnés la semaine dernière à Quimper dans des conditions semblables et pour des faits encore plus anodins vont eux aussi passer en appel : ce doit être l'occasion de donner un coup d'arrêt au processus engagé par le pouvoir et sa justice. Le mouvement ouvrier et les organisations paysannes doivent faire savoir dès maintenant qu'ils ne toléreront pas de nouvelles condamnations, que les militants FGA-CFDT auront des milliers de travailleurs et de paysans avec eux à Rennes le jour de leur procès en appel.

Correspondant Brest.

Viticulteurs

LE TEMPS DE L'ACTION DIRECTE EST REVENU

Au moment où les importations de vin ont repris à un rythme infernal, où l'accord passé entre le négociant et les viticulteurs n'a eu aucun effet sur les cours, les comités d'action viticoles ont décidé de reprendre les actions de contrôle : elles s'accompagneront d'une explication systématique en direction des entreprises en lutte, dans les quartiers. Le Mouvement d'Intervention Viticole Occitan

(MIVOC) était présent aux journées portes ouvertes à Griffet et à Lip.

La situation à quelques mois des vendanges s'annonce catastrophique : 21,8 millions d'hectolitres resteront en stock au moment des vendanges d'après des experts de l'INRA. Malgré les travaux de sulfatages qui commencent, les vignes seront sans doute mobilisés de manière continue jusqu'à l'été.

Charbonnages St Avold

CONTRE TOUTE CLAUSE ANTI-GREVE

Aux charbonnages de France, à St Avold, en Lorraine, une grève débutera aujourd'hui à 6 h dans cette entreprise qui compte plus de 2 000 salariés.

Des centaines de travailleurs ont participé à une Assemblée Générale au cours de laquelle le mouvement a été décidé. Une plateforme revendicative CGT-CFDT a été mise au point. On y trouve des demandes d'amélioration de salaires, d'une prime trimestrielle de 1 700 F pour tous, le refus de toute clause anti-grève. En effet, lors des discussions direction-syndicats du 22 avril, les Charbonnages tentèrent de faire accepter dans le protocole un article, l'article huit, qui précisait que toute reven-

dication obtenue par un atelier se traduirait par des pertes dans les autres.

Il s'agissait de proposer aux syndicats une simple « gestion » de la masse salariale, ce que la CGT et la CFDT refusèrent. Seuls FO et la CFTC voulaient signer. La direction refusa en expliquant que cela ne servait à rien, ces syndicats étant minoritaires ! Les prochaines négociations ne sont prévues que pour le 8 juin. Des actions sont en cours actuellement, en particulier dans le Nord, mais seule St Avold part en grève. Le problème de l'accord est pourtant national. Les travailleurs lorrains veulent faire négocier la direction et cela, sans attendre le 8 juin.

APPEL à une rencontre nationale des structures de lutte étudiantes

Nous publions ci-dessous l'appel de la faculté de Lyon-Bron à une rencontre des structures de lutte unitaires étudiantes, les 29 et 30 mai. Et, par ailleurs, différents échos sur la situation de la grève en province.

Depuis deux mois, nous sommes en grève contre la réforme Soisson. Au cours de notre mouvement pour la grève générale de l'Université et de l'Education Nationale, nous avons su imposer l'unité et la démocratie du mouvement, à travers des structures d'auto-organisation : comités de grève élus et révocables, AG souveraines, coordinations locales, régionales et nationales. Nous avons su montrer que notre lutte ne défendait pas des intérêts corporatistes, mais que nous luttons pour une formation au service des travailleurs. D'une part par la

jonction avec les travailleurs en lutte et leur organisation (journées portes ouvertes, participation aux manifs syndicales, préparation d'un meeting sur l'emploi avec les UD CGT et CFDT, le SGEN et le SNESSup), d'autre part par l'approfondissement de nos revendications à travers la tenue régulière de commissions par UER et l'élaboration de plateformes de luttes.

Actuellement, les directions syndicales refusent d'appeler à la grève générale de l'université, seule garantie d'une victoire contre le gouvernement. Elles porteront une lourde responsabilité si

nous n'obtenons pas l'abrogation. Quant à nous, nous maintenons l'exigence d'abrogation de l'arrêté. Mais que nous l'obtenions ou non, nous devons conserver les acquis de notre lutte et engager un combat permanent contre la moindre concrétisation de la réforme et plus généralement contre l'école de classe. Nous appelons donc toutes les structures de lutte unitaires (comités de grève, de lutte, d'action, de mobilisation...) à une rencontre nationale, sur la base des cinq motions votées majoritairement aux coordinations nationales, pour approfondir les débats sur la nécessité et les perspectives de ce combat permanent, le week end des 29 et 30 mai à Lyon.

Comité de grève de Lyon-Bron
Comité d'action anglo-allemand de Lyon-Bron.

DES FACs, DE PARTOUT...

Grenoble : le 11 mai, sur proposition d'un petit groupe d'étudiants, les AG de l'université 1 et de l'université 2 avaient voté le principe d'un détournement de la circulation afin de faire pénétrer les voitures sur le campus, une action qui n'avait pas été réellement préparée. A 17 h 30 ils étaient donc une soixantaine à édifier des barricades afin de bloquer la circulation sur l'avenue Gabriel Péri. Un quart d'heure plus tard des CRS arrivent, chargent et pénètrent dans le campus. Les affrontements ont duré jusqu'à 1 h 30 du matin. Jusqu'à un millier d'étudiants y ont participé, ripostant à coups de pierres, de boulets et de cocktails molotov. La LCR de Grenoble qui organisait ce soir-là un meeting sur le campus, tout en considérant cette action erronée politiquement, l'a annulée et a participé à la manifestation. 22 étudiants ont été arrêtés, 4 sont encore en garde à vue. La riposte s'organise en cas d'inculpation. Enfin, profitant des charges de police, des fascistes « ratonnèrent ». Un étudiant a ainsi été envoyé à l'hôpital.

Montpellier : après l'investissement le 11 mai au matin du campus de sciences par la police, interpellant 53 étudiants, qui occupaient conformément au vote d'une AG pour s'opposer à l'intransigeance du conseil en ce qui concerne les examens, une AG de riposte a revoté l'occupation. Une AG de tout le personnel a voté une demi-journée de grève et appelle à un rassemblement. En fac de Droit, la situation est également tendue : le conseil

prétend se venger de la grève en organisant les examens.

Brest : reprise des cours. A une courte majorité en Lettres, à une majorité plus nette en Droit-Sciences éco où les étudiants ont obtenu les garanties qu'ils exigeaient sur les examens. C'est-à-dire : non prise en compte des cours qui ont eu lieu pendant la grève, délai minimum de 10 jours avant les premières colles, pas de cours de rattrapage, ni cours, ni colles en juillet, pas de cours en septembre, déchetage public des copies, pas de décision sans consultation des étudiants.

Clermont : Sciences éco a repris après Sciences. Grève maintenue en Lettres. Les étudiants de troisième année de Droit exigent une cession en septembre et octobre sur un programme défini par des commissions étudiants-enseignants. Si ce n'est pas accepté ils organiseront le boycott, ils demandent que des photocopies soient édités sur les programmes ainsi définis. Sinon ils occuperont l'imprimerie et le feront eux-mêmes.

Paris : à Tolbiac, occupation le 11 mai des UER de Sciences éco et d'histoire. Dans cette dernière, le directeur a cédé aux revendications. En Sciences éco, il a refusé de négocier et a donc été séquestré. Les flics étaient tout autour de la fac. A la Sorbonne, journée portes ouvertes demain 14 mai de 10 h à 16 h. Avec des groupes femmes, des comités de chômeurs, des travailleurs des Cables de Lyon, des PTT, de la Sonacotra, le CAP, le Comité Chili, le CDA.

Dijon : des dossiers seraient mis en place, avec l'aide des RG ou de la préfecture, pour appliquer des mesures disciplinaires contre des enseignants non-titulaires qui se sont battus pour l'abrogation.

Toulouse : un des deux étudiants inculpés pour la séquestration par 2 000 étudiants du Recteur il y a deux mois, vient d'être également inculpé pour « avoir participé » aux affrontements sur le campus contre la police.

Nantes : la fac de Droit est toujours fermée et occupée par les flics. Les étudiants ont riposté hier en occupant pacifiquement le théâtre Galin et en manifestant dans le centre ville.

Antifascistes : meeting hier à la faculté parisienne de Jussieu à l'appel du comité de lutte Assas. Le point sur la lutte contre la présence des fascistes à Assas y a été fait. Puis des étudiants et des lycéens de Clignancourt, Sceaux, Montaigne, Scienceco po, Dauphine, sont intervenus pour dénoncer des agressions et la collusion de la police et du pouvoir avec les nazillons. Dans le débat, un meeting au Lycée Montaigne qui est prêt a été proposé. Une nouvelle coordination du collectif antifasciste discutera des prochaines initiatives.

LYCEENNES

Seconde coordination des groupes femmes lycéens parisiens, aujourd'hui à 18 h à Jussieu.

AMIENS

LA DEROUTE DU RECTEUR

Le mardi 11 mai était le jour fixé pour que la majorité silencieuse de l'université de Picardie puisse exprimer dans l'enthousiasme sa volonté de travailler... Une campagne de presse, organisée en sous-main par le recteur Prieur, l'avait précédé sur FR3 et dans les colonnes de France Picardie, le torchon local d'Amaury. Des affiches des SAC et des étudiants indépendants tapissent la ville. 50 000 tracts ont été diffusés par les anti-grévistes qui faisaient signer jusque dans les lycées des pétitions pour la reprise des cours.

Des millions dépensés

Au Salon Colbert, ancienne permanence des Républicains Indépendants, 100 étudiants en Droit font semblant d'être en cours avec leur doyen, sous la

protection des RG. On s'y perd un peu entre les étudiants indépendants, devenus indicateurs de police, et les indicateurs de police devenus étudiants. Ce qui est certain, c'est que les anti-grévistes prennent autant de photos que les RG lors des manifestations et que leur chef se rend quotidiennement au commissariat central.

Au bout d'un mois d'une telle campagne, le recteur mit en place l'opération élections. Des millions d'anciens francs dépensés pour envoyer les bulletins, les imprimer, payer l'huissier, les dépouiller... Un vote sans débat contradictoire, un bulletin insidieux ne réclamant pas ouvertement la reprise, mais le droit au travail pour ceux qui le souhaitent, oubli de l'envoyer à certains membres du comité de grève. Un scénario grotesque qui n'appelait qu'une réponse, le boycott, tel que le

formula la coordination des comités de grève. Résultat éloquent : sur 6000 inscrits, 1500 réponses dont 1400 pour la reprise, soit 23 % du total. Ainsi trois quart des étudiants ont suivi les consignes de boycott.

Les manœuvres de l'UNEF et du SNESSup

Une baffe monumentale qui n'en rend que plus criminelles les manœuvres telles que celles de l'UNEF et du SNESSup qui appellent ouvertement à la reprise, ou du MAS qui a voté au conseil d'université la reprise des activités pédagogiques. Aujourd'hui, les étudiants participeront sous leurs banderoles à la manifestation intersyndicale.

Correspondant

7° Plan : baisse des dépenses d'éducation

ILS N'ONT DONC RIEN CEDE

« Un programme technique d'action prioritaire est inséré dans le VII° plan pour permettre aux universités la mise en place de filières nouvelles ». C'est ce qu'avait déclaré Saunier Seité aux présidents d'universités le 26 avril. Prompts à brader la grève, le SNESSup et l'UNEF avaient tout de suite crié victoire, l'organisation étudiante affirmant le 5 mai que « le gouvernement reconnaît que de nouveaux moyens financiers sont nécessaires ». Or depuis le mardi 11 mai, nous sommes fixés. Les dispositions du plan concernant l'Education ont en effet été rendues publiques à cette date.

Dix huit lignes en tout et pour tout, telle est la portion congrue de

l'Education dans le rapport du VII° plan. Et surtout, la décision essentielle est tout bonnement une réduction des dépenses d'éducation, une baisse des crédits consacrés à l'enseignement jusqu'à 1980. Et quant au programme d'action prioritaire, ses quatre points concernent tout sauf l'enseignement supérieur et nagent dans de subtiles notions qualitatives, financièrement bien peu quantitatives.

Morale : Saunier Seité a menti aux présidents, l'UNEF a menti aux étudiants. Rien n'a été cédé. Et d'ailleurs, sans aucune gêne, le texte du plan concernant l'Education affirme qu'il faut professionnaliser l'enseignement supérieur ». Un recul, ça ?

Ailleurs aussi

L'ORDINATEUR ALLEMAND

Qu'est-ce qui nous attend, quand, aux termes de la loi Haby, l'admission à l'université dépendra du profil scolaire du bachelier. Pour le savoir, regardons en Allemagne de l'Ouest où la sélection atteint une véritable perfection technique. Garantie par un numérisé clausus féroce dans les facs les plus demandées (médecine, pharmacie, psycho, architecture), elle est confiée au grand ordinateur installé à Dortmund.

Les rares places disponibles à l'université sont réparties entre les nombreux candidats à raison de 46,2 % pour les candidats mention TB au bac, de 30,8 % pour les moyens qui sont mis en attente pour 3, 4, 5 ans. 15 % des places sont réservées aux cas spéciaux parmi lesquels, pêle-mêle, les sportifs de compétition, les handicapés, les réfugiés de RDA. Restent 8 % pour les étrangers. Tous les autres sont éliminés.

dernière conférence des ministres de l'Education des Lander, puisque les sociaux démocrates y évaluaient à 42 % la part du mérite, et les chrétiens démocrates à 49,2 %. Mais ses subtilités n'empêchent pas la pagaille de régner, malgré un système de péréquation, maîtrisé par un super-ordinateur, mêlant l'importance numérique de la classe d'âge et la moyenne des notes dans chaque Land.

Tirage au sort

De doctes cerveaux ministériels ont donc trouvé le moyen efficace : le tirage au sort ! On parle aussi de l'application massive des tests pour 1978. Ajoutons que les universités sont quasiment fermées aux étudiants venant d'un cycle technique, genre IUT, et qu'on parle de limiter le temps de parking. L'université de Berlin vient de donner l'exemple en renvoyant sans préavis 170 étudiants ayant dépassé le temps utile.

Des facs « parkings »

Les candidats mis en réserve sont fortement invités à faire un tour dans la vie active avant de se présenter à la porte de l'université. S'ils y vont, ils reviennent rarement. Si le milieu social le leur permet, ils entreprennent d'autres études en attendant, remplissant ainsi des facs parkings. Même la théologie recrute dans ces conditions.

La lutte des classes traversait la

L'armée et l'école :

LES GRANDES FAMILLES

On le sait, l'armée est aux petits soins pour l'Ecole. N'est ce pas un lieu privilégié de moralisation de la jeunesse ? Voici trois exemples de ces sollicitudes :

— Le 9 mars dernier, le recteur de l'académie de Versailles, un dénommé Albarède, connu pour ses idées réactionnaires, a envoyé une circulaire aux chefs d'établissements du second degré. Objet : « rencontre armée-éducation ». De quoi s'agit-il ? D'une « réunion d'information sur le Service national et les carrières militaires », le 14 avril 1976, au camp de Frileuse. A laquelle étaient conviés proviseurs, censeurs et professeurs qui le désiraient. Une fiche détaillée « de renseignements » était jointe à la circulaire. Le plus surprenant : alors qu'Haby a, il y a quelques mois, interdit que la participation aux activités syndicales n'empieete sur les heures de travail, il est simplement demandé l'avis du chef d'établissement « lorsque le déplacement du fonctionnaire intervient pendant les heures de service ».

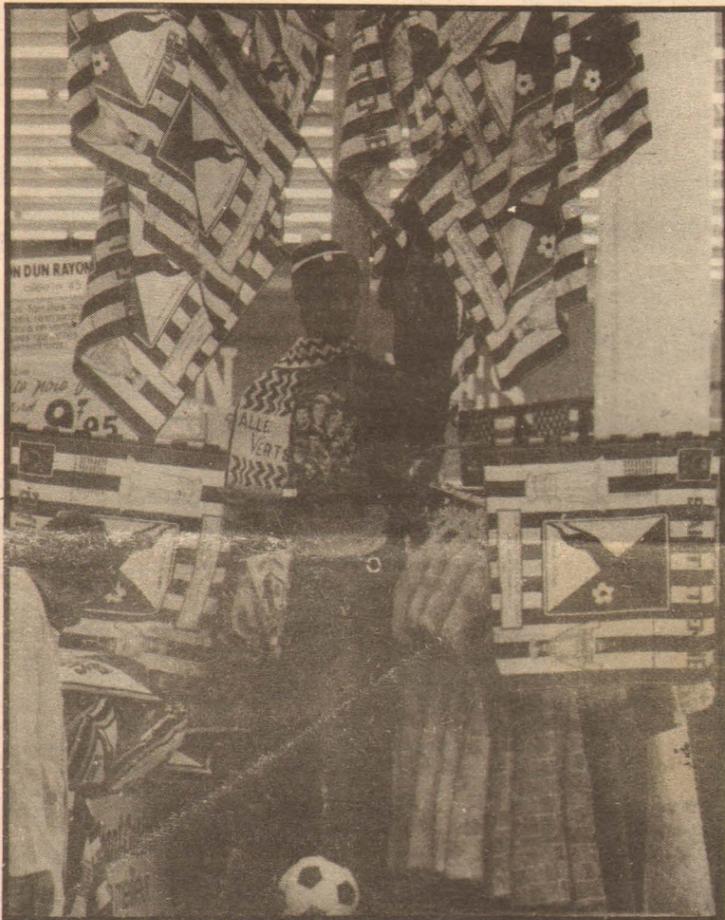
Béziers, et probablement ailleurs, un petit dépliant a récemment été distribué gracieusement aux élèves. Son titre « devenir St Cyr, officier de la Nation ». Il s'agit d'une réclame pour le « collège militaire » d'Aix-en-Provence qui prépare à St Cyr. Le « baratin » d'usage : « Si vous envisagez votre avenir, avec un certain sourire devant le risque avec un certain désintéressement devant la consommation... et un rayonnement responsable devant les hommes ». Autant s'y prendre tôt pour embrigader.

Enfin la perle. C'est le général Mery, chef d'Etat-Major des armées qui y a droit, interrogé le 27 avril par France-Inter alors qu'il se trouvait en visite officielle aux Etats-Unis. Alors qu'on lui demandait s'il était d'accord pour que les instituteurs hissent les couleurs nationales dans les écoles, il a répondu : « pourquoi pas ? Pourquoi un Français n'aurait-il pas la fierté de voir hisser le drapeau de son pays ? » A quand les uniformes, les tables « en carré », et les sorties en parade ?

L'HYSTERIE VERTE

Glasgow, vert espérance, titre hier l'Equipe, sa une imprimée sur fond vert. Et d'évoquer « le vertige vert » : « Voici près d'une semaine que la France est orpheline de Rocheteau, qu'elle pleure sur le genou plâtré de Farison, qu'elle souffre avec Synaeghel, qu'elle tremble avec Larqué. Réjouissons-nous de ce que le sport, par verts interposés, retrouve le chemin des chaumières françaises et celui des Champs Elysées ».

Glasgow est devenue « la verte », envahie par les 20 000 supporters stéphanois qui ont fait le voyage, vols supplé-



Motion votée par le congrès national du Syndicat national de l'Education physique-FEN.

« Le congrès préoccupé par la dimension que prend l'utilisation par le pouvoir des résultats obtenus par l'équipe de football de l'A.S. Saint Etienne, dénonce : — le caractère chauvin et inquiétant de cette campagne, — son caractère de diversion politique par rapport à l'ensemble des problèmes sociaux et des luttes à la fois dans le cadre de Saint Etienne (ville du Ministre du travail, Durafour, elle détient

un des records du chômage), de la Loire et au plan national, — son caractère mystificateur par rapport à l'état de l'éducation physique à l'école.

Le congrès mandate le secrétariat national pour rechercher les contacts (organisations syndicales et ouvrières) qui permettront une large action de démystification sur ces questions. »

mentaires sur les aéroports « indépendamment des lignes régulières on attend ici en 24 heures 110 avions dont trois Boeing 747 (avec de bons pilotes parce que la piste est un peu courte), des Caravelle, des Boeing 707 » ... « La municipalité de Glasgow tentera de recréer même si ce n'est que pour une nuit une atmosphère continentale » disait hier un officiel. 85 000 places occupées dans le stade, 6 000 allemands, 25 000 français et 50 000 écossais qui « ont déjà annoncé qu'ils encourageraient sans réserve les Stéphanois » commente le Parisien libéré.

Intox habituelle ? Non, cette fois les bornes ont été franchies. Jean Guiffon, académicien, spécialiste des questions religieuses qui se reconnaît « ignorant tout du football et ne regardant guère ces joutes » écrit cependant dans *Le Figaro* que l'ascension de Saint Etienne est le résultat de l'histoire de la ville : « Notre Maire Durafour lui aussi l'a noté : les qualités de ce peuple sont l'entrain, la bonne humeur, mais plus encore : l'amitié de l'un pour l'autre, le goût du travail ajusté, une fière modestie, une solidarité, une humanité rares. Plus encore : le sens de l'abnégation ». Et de citer un joueur de l'équipe : « il fallait à Eindhoven que nous puissions dans nos dernières réserves. J'ai senti que c'était une affaire d'hommes et de vrais ». Saint Etienne, ville de l'Union sacrée, « une population si travailleuse, si joyeuse et qui ne connaît guère les conflits absolus » (...) « Pour l'aimer, il faut aimer la grisaille et la peine », conclut Guiffon. Ce sont les grandes valeurs, donc, qui ont permis ce succès. On ne sera pas étonné alors que Minute revienne à la charge : « Ce n'est pas un hasard mais l'heureuse récompense de vertus qui sont aussi rares en sport qu'ailleurs. Elles s'appellent intelligence, sérieux, imagination, opiniâtreté, rigueur et passion de l'entreprise ». Voilà donc l'exemple que L'Aurore veut qu'on présente aux « gamins » : « combien supplieront leurs parents de vivre en famille, malgré l'heure tardive, l'évènement ? Intercédons pour eux. Ils verront que dans la vie de vertige qui leur est promise, il y a toujours place pour une belle aventure ».

Le Parisien ne manque pas à la cacophonie « jusqu'au bout les verts ont travaillé sans relâche pour être fins prêts à l'heure « H », « sérieux, discipline, rigueur »...

Et Minute de conclure « C'est pourquoi cette finale qui enflamme la foule que fascine toujours la réussite, satisfait aussi l'élite et le connaisseur. Elle est le juste fruit du travail, du caractère et du talent ».

C'est bien de travail, de famille, de patrie, d'élite, enfin de flamme et de fascination, symbole et symptôme du fascisme qu'il s'agit...

UNE OPERATION POLITIQUE

Ce n'est plus l'intoxication, la mise en condition qui entourent habituellement les « grandes » manifestations sportives. C'est devenu une opération politique. Edgar Faure, président de l'Assemblée Nationale décide de modifier l'ordre du jour pour que les députés puissent assister au match du siècle. Hier, à la sortie du Conseil, les ministres unanimes clamaient leur conviction que St Etienne allait gagner. En attendant que, ce matin, Giscard reçoive à l'Elysée, l'équipe au grand complet, victorieuse ou vaincue.

Il y a bien longtemps, il est vrai, que pareille occasion ne s'était pas présentée de faire vivre la France à l'heure de l'Union sacrée. C'est tout juste si, dans la conjoncture actuelle de tension franco-allemande, on n'évoque pas les mânes des poilus de Verdun et l'affront de munichois de 1938 à laver... Mieux que toutes les campagnes sur la sécurité, le développement de la rage dans nos campagnes et la dénatalité de l'Occident, la diversion écossaise fait merveille. Opium du peuple... Hier soir, il n'y avait plus en France ni

chômage, ni grèves, ni vie glauque. Un seul peuple, soudé d'un seul tenant à son écran de télé. Un peuple, une équipe, un drapeau, il y a bien longtemps que la célèbre trinité, sous une forme ou sous une autre n'avait marché si fort au profit entier des Giscard et Amaury. Les enfants de Pétain y ont retrouvé tous leurs jous favoris : culte de l'effort, du labeur, de la discipline, de la famille... et de l'élite.

Il y a si longtemps que l'on n'avait vu se dresser sur son gradin et de crier : « Les prolétaires n'ont pas de Patrie » ! en d'autres termes, que l'ASSE perde ou gagne, on s'en fout, ou plutôt qu'elle perde, ça nous évitera un peu du déferlement de crétinisme tricolore auquel nous ne couperons pas en cas de victoire. Oui, que les stéphanois perdent, et qu'on passe à l'ordre du jour : la lutte pour la construction d'un monde nouveau ou jouer, ça sera tout autre chose que 22 tas de muscles dans une arène et des millions de travailleurs mutilés assis sur leur chaise.

armée

DAVANTAGE DE GENDARMES TOUJOURS PAS DE SYNDICAT

La gendarmerie ne sera pas en reste. Bourges vient de confirmer que ses effectifs seront augmentés de 10 % dans le cadre du VII^{ème} plan. C'est ce qu'il a dit lundi dernier, lors de l'inauguration des locaux de la nouvelle gendarmerie de la Grande Motte, près de Montpellier. La gendarmerie est actuellement composée de plus de 73 000 hommes, officiers et sous-officiers

daïres des gavés de ce monde. C'est à la protection contre les grèves et les « troubles de l'ordre public » que pensent Bourges et Giscard en privilégiant systématiquement toutes les initiatives dans le sens d'une armée de métier. La gendarmerie en serait simplement la pointe avancée, bénéficiant de sa présence dans tout les recoins du territoire. Une étude est d'ailleurs en cours visant à constituer un système de surveillance générale et mobile, fondé sur des unités de gendarmeries pouvant intervenir très rapidement.



Les auteurs du plan d'équipement des armées prévu par Giscard ont plus d'une idée derrière la tête. Et aux soldats qui auraient celle de continuer à lutter pour un syndicat dans l'armée, Lagarde rappelle, dans une allocution à Toulouse, qu'il ne faut pas « mêler l'armée à des jeux de syndicalistes » et que « son rôle à lui » était plus que toujours « de s'opposer à toute entreprise de démolition ». Toujours inquiets ces messieurs... J.P.

compris. C'est une armée de professionnels, la seule qui verra ses effectifs augmenter dans les années à venir. Il faut atteindre 90 000 hommes annonçait en novembre dernier le rapporteur sur la gendarmerie au Sénat. On voit la tendance. D'un côté on diminue par petites touches successives le nombre d'appelés, on réorganise l'armée de terre dans le sens de la mobilité et de la meilleure couverture du territoire, on prépare un dégagement des cadres, et de l'autre, on modernise, suréquipe et renforce la gendarmerie. Elle doit faire face, disait Bourges à la Grande Motte, aux multiples tâches qui sont les siennes grâce à de plus grands moyens et de meilleurs équipements. Surement pas pour protéger les seules résidences secon-

courrier

MARIE EN A GROS SUR LA PATATE

Et le prix des patates, vous n'en parlez pas beaucoup!... 4 francs 70 le prix du kilo de pommes de terre (au SUMA, à côté de chez moi, samedi 8 Mai), nourriture de base des français, ceux qui ne peuvent pas se payer de viande avaient toujours la ressource d'accueillir les patates de différentes façons. Mais maintenant! En plus, il faut voir la marchandise qui est proposée pour ce prix : des pommes de terre nouvelles, certes, mais moches, pleines de blessures et de trous : perte de 30% environ... faites le calcul.

Et les vieilles pommes de terre d'hiver, où sont-elles passées? Je

ne suis pas une spécialiste de l'économie capitaliste, mais il y aurait de bonnes grosses histoires de spéculation et d'intermédiaires là dessous, que ça ne m'étonnerait pas... Est-ce que tout ça fait partie de la nouvelle politique économique du régime Giscard ?

La question de la patate est aussi importante que celle de la candidature d'extrême-gauche de Tours, aussi je compte sur une analyse claire de la part de ROUGE, quotidien révolutionnaire. Merci.

Marie F. qui n'achète plus de patates-tant-qu'elles-coûtent-si-cher!



Festival : CANNES AUX OEUF D'OR

LE FILM MARCHANDISE

Film = marchandise : cette introduction « à Cannes » se voudrait aussi une introduction à un certain nombre de débats théoriques (et à ce qu'ils ont d'implications pratiques) concernant le cinéma, les films, le film :

Des travaux théoriques de Eisenstein et de l'URSS des années vingt à ceux de Burch, Metz, Lebel, de ceux des Cahiers du cinéma à ceux qu'avait produits l'équipe de Cinéthique, non seulement l'élaboration ne manque pas, mais elle serait plutôt pléthorique (souffrant parfois d'éclectisme), même si elle est souvent répétitive et ressasseuse.

Les films n'ont pas attrapé la question de l'idéologie comme une maladie ; le grand bond en avant des concepts qui ont renouvelé l'approche théorique et critique de la production cinématographique depuis Mai 68 ne s'est pas abattu sur le cinéma comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Ce qui se voulait le septième art connaît à cette époque une série de ruptures et de crises, la critique tranquille ne pouvait pas suivre, incapable d'apprécier la diversification des thèmes et des formes. Le marxisme s'est taillé la part du lion dans ce fourmillement d'interrogations nouvelles, subissant d'ailleurs force révisions ; rien de surprenant puisqu'on abordait aux rivages de la marchandise, de la valeur, de la lutte des classes dans le cinéma.

Un film, ça se mesure, se pèse, s'achète, se vend, se loue, se tripatouille. Ce n'est pas une entité magique échappée par miracle au ciel lumineux des Idées, de l'Art et de la Beauté. C'est une affaire d'argent. Il y a du fric qui entre, beaucoup souvent, plus encore devrait en ressortir : produire un film, c'est faire fructifier du capital. Les rapports entre production et travailleurs du cinéma doivent être posés à ce niveau, les rapports entre production et spectateurs aussi.

A travers tous les stades de la production, matérielle, distribution, exploitation, dans les conditions matérielles de ce processus, le film produit un sens, une idéologie ; de même que, dialectiquement, un sens, une idéologie le produisent. Cette idéologie, il la promène avec lui comme Arlequin son habit ou Hardy Laurel, il l'impose à des milliers, à des millions de spectateurs ; il l'impose aussi à ceux qui ont fabriqué le film. Situation paradoxale du travailleur du film qui produit matériellement l'un des moyens de son oppression culturelle. Marchandise, le film n'est pas un objet de consommation comme les autres. Ce n'est pas une brosse à dents. C'est un objet de consommation « culturelle » que sa prétention à dire et à communiquer valorise aux yeux des spectateurs (et l'on prend soin de conforter par ailleurs cette valorisation : l'Art, l'Artiste) comme un produit échappant aux lois du marché.

Les lois du marché

En tant que tel, le film obéit aux lois du marché. Marché économique au sens large, marché du film. Ce marché est mouvant. Aujourd'hui,

est internationalisé quasiment au niveau planétaire, concentré entre des monopoles en nombre de plus en plus restreint. Le marché est l'arbitre de « l'art cinématographique » ; les investisseurs, quelle que soit leur place précise dans le procès de production et de circulation du capital, sont les maîtres de ce marché.

Occident et Tiers-Monde

L'internationalisation du marché, l'internationalisation croissante du capital ont des conséquences multiples : acteurs, lieux de tournage, standards et critères « culturels » sont internationalisés de la même façon en vue de recettes maximum indifférenciées quant à leurs origines.

Il existe une division du travail entre métropoles de production (capitales et techniciens supérieurs occidentaux) et pays méridionaux ou du Tiers-Monde (tournage, techniciens, piétaille à des coûts moindres). A ce niveau, le film ne dévoile pas d'autre vérité que celle de ses conditions d'existence mêmes : marchandages et marchandises, alors que tout est mis en œuvre, par le film lui-même et par son environnement publicitaire et critique, pour le nier, le cacher. Dans ce contexte, il ne s'agit évidemment pas de défendre le « droit » des producteurs et distributeurs français ou autres à leur « part du marché », mais le droit au travail et à la sécurité de l'emploi de tous les travailleurs du film et le droit à la liberté d'expression.

Le souk du film

Cannes, jadis plus ou moins festival de confrontation de différen-

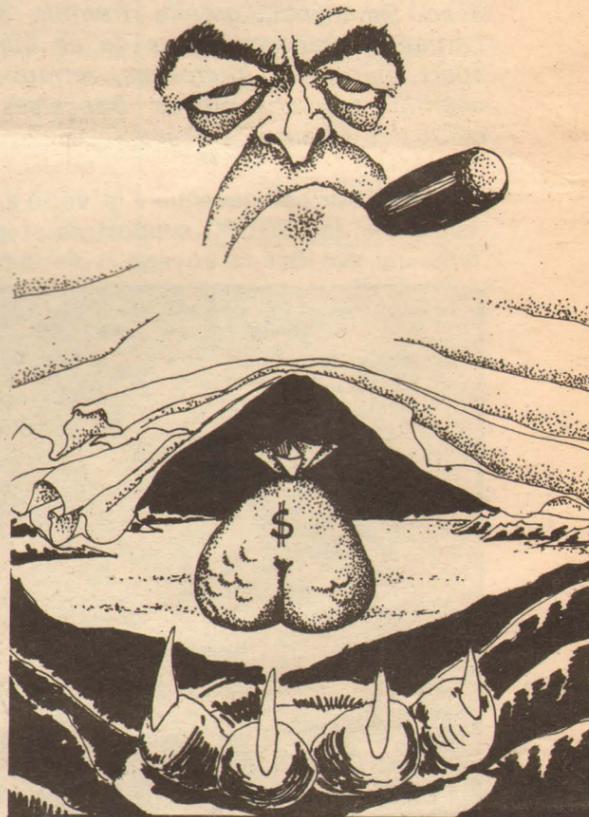


L'AFFICHE OFFICIELLE DU FESTIVAL... ET LA TRADUCTION DE DAULLE

tes productions nationales en concurrence, est devenu purement et simplement la première bourse mondiale du cinéma depuis l'internationalisation du marché, depuis que les capitaux américains non contents de produire des films qui concurrençaient sur les marchés nationaux les productions nationales ont commencé à participer aux entreprises de production nationale et parfois à les absorber en tout

(Grande-Bretagne) ou en partie, réglant ainsi au mieux de leurs intérêts le problème de la concurrence. La logique du monopole est d'étendre son marché à l'infini et de multiplier ses produits afin d'assurer un fort taux de renouvellement de la marchandise.

Cannes est devenu le goulet d'étranglement de ces grandes



« F comme Fairbanks » de M. Dugowson

UN FILM D'INITIÉS

Le deuxième long-métrage de Dugowson - le premier, c'était « Lily, aime-moi » avec Rufus, Folon, Zouzou etc., - bénéficiant d'une pub et d'une sortie importantes, pose le problème de son public : à qui s'adresse-t-il, étant entendu qu'un produit artistique est le lieu d'un échange, d'une circulation entre le discours qu'il porte et le fond culturel et social de chaque spectateur ? Or le film fonctionne par références au cinéma, et plus particulièrement aux années vingt et leurs stars, et au Hollywood de la chasse aux sorcières. A partir de là, il se limite à un public qui aimera se reconnaître, piger toutes connotations et plongera avec ravissement dans une atmosphère fortement nostalgique.

La star des années 20

Le film est bâti principalement sur l'absence/présence impossible de Fairbanks dans le monde de 76. Pour un spectateur qui ne va pas au cinéma qu'une fois par semaine ou moins, il y a beaucoup de chances pour que ce nom (surnom du personnage principal du film) n'évoque rien.

Douglas Fairbanks était une des grandes stars des années vingt, celui qui à travers les rôles bondissants de Zorro, Robin des Bois,

d'Artagnan, et surtout Le Voleur de Bagdad, a créé le type du héros américain : jeune, dynamique, entreprenant, plein de santé... Fairbanks c'est un peu le produit type des Etats-Unis d'avant la crise de 1929. Appeler un jeune chômeur de la France de 76, « Fairbanks », ce n'est pas gratuit. de même, Miou-Miou, l'actrice du film, est surnommée Mary Pickford, elle aussi grande star du muet - « Melle Amérique ». On voit donc tout ce que cela peut suggérer à un spectateur un peu imprégné de ce climat : le cinéma muet, les exploits souriants de preux chevaliers sauvant in extremis de blondes beautés palpitantes...

La chasse aux sorcières.

Avec John Berry qui interprète le père de Patrick Dewaere, le problème est un peu différent. Ce n'est plus une référence nostalgique qui fonctionne, mais disons, une « auréole idéologique ». En effet, quand il apparaît sur l'écran, c'est tout Hollywood de la chasse aux sorcières qu'il amène avec lui. En 1951, Berry tourne Menaces dans la nuit, qui lui vaut d'être convoqué devant la Commission des activités anti-américaines de Mac Carthy. Il sera interdit de tournage aux USA, avant de réaliser en 1973 un très

beau film sur la vie d'une famille noire de Harlem, Claudine. Aussi, dans le film, Berry dit (je cite de mémoire) : « Maintenant je pourrais être directeur de la Warner, si... », on a envie de gueuler : « explique ! » Car, par ce procédé, le film ne veut s'adresser qu'à une minorité qui prendra son pied en reconnaissant les signes d'un savoir soigneusement occulté.

Pierre Giuliani

Le social comme lieu pittoresque.

Abstraction faite de cette démarche référentielle, que reste-t-il donc ? Une vision extérieure de la crise où les problèmes ne sont posés qu'individuellement, une mise en scène « élégante et fluide » en grande partie basée sur la spontanéité d'acteurs (surtout Dewaere), qui commencent à s'essouffler de ce genre d'exercices : « allez maintenant on fait du spontané »...

Dugowson, parce qu'il est quand même difficile d'être de « gauche » sans parler de certains problèmes, le chômage, les soldats etc., traite le social comme un lieu pottoresque. De là vient que le film apparaît comme suspendu dans le vide... Fairbanks, il est vrai, méprise le parachute. Michel Young.

PAS DE COEXISTENCE PACIFIQUE !

Il n'y aura pas de films soviétiques au festival de Cannes, quelques malentendus ayant obscurci l'horizon radieux de la coexistence pacifique en matière de cinéma. L'Unique de Joseph Heifitz que l'URSS voulait présenter et qui est un film dramatique, avait été arbitrairement classé par les organisateurs dans la catégorie comédie. Imaginons qu'il ait obtenu un prix et l'argument publicitaire : « Le film qui a fait couler de rire le festival de Cannes ! »... De la même façon Le Vapeur Blanc de Bolot Chamchiev était classé film pour enfants.

La Gazette littéraire proteste contre ces légèretés et contre le fait que le festival s'arroge le droit de

choisir et de présenter comme bon lui semble les films représentatifs du cinéma et « recommandés par l'opinion publique soviétique » (sic).

Ce n'est pas aux américains qu'on ferait de pareilles misères : arrivée triomphale pour la projection de Hollywood, Hollywood de Gene Kelly, Fred Astaire, Carry Grant, Cyd Charisse, etc... Tarzan en chair et en os, en la personne de Johnny Weissmuller, a salué comme il se doit le triomphe du monde libre en poussant le fameux cri de guerre. Quant à Gene Kelly, esquissant un entréchat sur l'aéroport, il a brandi un drapeau stéphanois aux cris de « Allez les verts ! ». Joyeux non ?

Allez les étoilés ! M.C.

prise de parole



BRECHT, AU DELA DES CONCEPTS

Dans mon article (Rouge 1^{er} Mai), disant qu'il y avait divorce entre la bonne âme... de Brecht et sa mise en scène par la « Mama » de New York, j'aurais laissé penser que « le texte de Brecht trimerait à travers l'histoire sa propre mise en scène, qu'il contiendrait « réglée du dedans, une mise en scène orthodoxe, au mépris des conditions matérielles de production, de la situation politique » (prise de parole des lecteurs M. Die et F. Spur, Rouge du 5 mai). Ce serait par conséquent une conception métaphysique, démasquée par la dialectique matérialiste qui veut qu'un texte soit toujours réécrit par une situation nouvelle. La critique serait effectivement justifiée si j'avais voulu dire ce sur quoi Die et Spur la fondent. C'est pourquoi je précise quelques points.

Brecht en marxiste conséquent était d'abord intéressé par ce que les hommes « font », et ensuite seulement, comme un des éléments de leur action, par ce qu'ils « disent ». Ainsi, dans son travail, le texte était généralement conçu comme le produit de la mise en scène, et non l'inverse. Il est la partie qui reste, la partie fixée de la mise en scène ; sa logique est donc traversée de part en part par la logique de la scène. En ce sens, il est possible de considérer que le texte de Brecht porte sa mise en scène. C'est pourquoi il est reconnu si difficile à monter : son texte résiste aux mises en scène qui ne retrouvent pas sa logique.

Cela dit, il ne s'agit pas d'orthodoxie, mais d'analyse de la nature d'un texte. Ce qui d'ailleurs n'interdit pas les interprétations. Et même, pourquoi, à partir d'un texte de Brecht, ne ferait-on pas tout autre chose ? (simplement on est un peu surpris, quand est programmée La bonne âme... de Brecht, de ne pas la retrouver). Mais au delà de la formulation, que Die et Spur nous permettent de trouver que le texte de Brecht est dense en signification, et que le spectacle de La Mama est une parabole creuse. Et qu'ils nous permettent de faire la comparaison. C'est même de cette relation entre ces deux productions qu'il aurait été intéressant de discuter, ce que ne font pas Die et Spur, qui manifestement préfèrent la spéculation abstraite sur des idées (marxistes) reçues.

Quant aux « conditions matérielles... » et à « la situation politique », Die et Spur auraient mieux fait de s'appuyer sur la réalité aux USA, plutôt que sur un texte particulièrement creux de l'adaptateur Serban. Recitons le texte, mais en entier : « Brecht était communiste. Ecrivain à partir de cette croyance

(sic), son but n'était pas le théâtre en soi, mais de changer le monde. Comment nous, travaillant aux USA, pouvons-nous communiquer à notre public capitaliste (resic) des conclusions aussi radicales ? ». Ce qui voudrait dire, au passage, qu'être communiste aux USA serait trop radical, mais l'essentiel est ailleurs.

D'abord, que Brecht ait été un auteur communiste est tout à fait secondaire, par contre ce qui est important, c'est de savoir ce que propose a bonne âme..., et dans quelle mesure elle peut être reçue par un public d'un pays capitaliste. Ecrite au Danemark, puis en Suède, éditée pour la première fois aux USA, montée d'abord et surtout dans des pays capitalistes, son sujet c'est les conditions de vie dans une société où l'homme est exploité par l'homme. Ensuite, contient-elle des conclusions si radicales qu'elles ne puissent être comprises par un public actuel des USA ? D'une part, la pièce n'a pas de conclusion ; Brecht dit dans l'épilogue : « Où est la solution ? Nous ne l'avons pas trouvée. Cherchez-vous mêmes ». D'autre part, Brecht s'est particulièrement soucié dans La bonne âme... de traiter un thème censé faire le pont entre les opprimés au niveau le plus général de leur condition, d'où sa forme de parabole.

Ce thème, c'est la difficulté d'être bon dans un monde où les intérêts dominants font de l'homme un loup pour l'homme, et plus singulièrement, où les besoins font du pauvre, dans certaines conditions, un ennemi du pauvre. Et l'idée, c'est de montrer que ce qui détermine les sentiments, la volonté etc. des hommes, c'est d'abord leurs conditions matérielles. Or, les conditions que décrit Brecht existent sur une grande échelle aux USA, et bon nombre de gens se retrouveraient dans ses personnages, sans aucun doute.

Reste qu'il est vrai que les « conditions matérielles » aux USA, ne sont pas un terrain favorable à l'émergence d'un Brecht ou d'une frange d'artistes similaire à celle des années vingt en Allemagne. Mais les positions d'un Serban - qui reflètent avec fidélité son spectacle - relèvent d'une conscience particulièrement peu évoluée, par rapport à son sujet. Citons-le : pour Brecht le théâtre était une passion pareille à l'électricité qui se propage parmi les spectateurs d'un match de football » et pour lui, « le théâtre vivait sous une lumière cosmique ». C'est sans commentaire.

P. Razdac

Dans l'objectif

ANGERS

Il n'y a pas que L'Olivier qui passe au cinéma Le Club cette semaine, il y a aussi Kafr Kassem et El Chergui ; et il y aura d'autres débats à propos de ces films.

CLERMONT-FERRAND

T'as pas cent balles pour aller voir T'as pas cent balles à l'Essai ?

LYON

N'oubliez pas de suivre attentivement le programme de la fête de Politique Hebdo, c'est commencé au centre Pierre Valdo, rien à annoncer pour aujourd'hui mais ça ne vous empêche pas de faire très attention pour les prochains jours.

MONTPELLIER

Claude Marti, Marie Rouanet et Léon Cordas seront à 20 H 30 à l'amphi A de la fac de Lettres. C'est le Cercle Occitan qui organise la soirée. Auparavant, à 15 H, R. Lafont, P. Alliès, les mouvement occitans et tous ceux qui voudront bien dire quelque chose se seront bagarrés pour savoir si l'Occitanie est une région, une nation, ou une colonie.

Beaucoup de théâtre à Montpellier avec une création du Théâtre à emporter : Midi Rouge, salle Jean XXIII (celui-là ne bouge plus) et Grand'

peur et misère du III^e Reich de Bert Brecht par la Troupe du Cabaret Vert composée de lycéens. 21 H à l'école normale.

NANTES

Pas de jaloux, Kafr Kassem passe aussi à Nantes à la salle Vasse, rue Colbert. La projection est organisée par l'Association des Rencontres Cinématographiques de Nantes.

NICE

MJC Gorbella : La société du spectacle, le film de Guy Debord tombe à pic avant les grandes marées cinématographiques sur cette infortunée côte.

MJC Magnan : Fat City de John Huston tombe à point nommé avant la grande parade des vedettes ; n'oubliez pas les ringards.

ORLEANS

Les Tréteaux Luminus présentent pour les enfants une



pièce où deux enfants imaginent qu'ils sèment des graines... Des graines de quoi, mmmh ? C'est conçu pour des enfants de 7 à 11 ans. Bon signe. 15 H. Au Carré St Vincent.

ROUEN

A la fac de Lettres Mont St Agnan, à 21 H et pour 15 balles, Rouen Jazz Action organise un concert avec trois musiciens de la Brotherhood de Chris Mc Gregor : Mike

Osborne Saxo alto, Harry Miller basse et Louis Moholo Drums.

TOULOUSE

Music avec le groupe anglais « What Alice Saw Next » à 20 H à la Fabrique Arnaud Bernard et la Claqué Galoche à 21 H à la MJC du Pont des Demoiselles.

Ciné avec Noix de coco des Marx Brothers à 20 H 30 au ciné-club Arcut cité U. Daniel Faucher, et la Villegiatura de Marco Leto au CIES Montojol. Notre envoyé spécial Pierre Corneille est sur place pour rendre compte de la dureté des choix.

BANLIEUE

CLICHY

L'atelier-théâtre de l'ARC présente un nouveau spectacle ; les rats des villes et les rats des champs, histoire d'un chômeur poursuivi par les huissiers qui s'enfuit dans les bois avec femme et enfants...

PARIS

MUSIQUE

A l'American center du bld Raspail et pour trois jours la Fête aux jazz qui se dit aussi « le premier festival autogéré de Paris ». Aujourd'hui, on pourra écouter Chris Woods et trois autres saxophonistes.

Grève, pas grève ?

SUSPENSE TELE...

Les syndicats des personnels CGT et CFTD des sociétés de télévision issues de l'ex-ORTF participent à la journée d'action d'aujourd'hui. Nous publions donc les programmes minimum prévus par les directions des trois chaînes pour parer à toute éventualité et donner l'illusion en cas d'arrêts de travail importants sur les chaînes que la voix de la France officielle ne s'enroue pas pour si peu. Il ne semble pas cependant très probable que les programmes normalement prévus subissent de très importantes modifications.

D'abord parce que la journée d'aujourd'hui c'est le moins que l'on en puisse dire, n'est pas faite pour mobiliser très massivement les travailleurs ; ensuite parce qu'elle intervient au début d'un processus de discussions et d'élaboration spécifique de revendications.

Elle n'est donc envisagée par les syndicats de l'ex-ORTF que comme un premier pas vers des échéances prévues vers la fin du mois. C'est en effet à ce moment-là que les discussions gouvernementales sur la répartition de la redevance auront manifesté clairement la volonté du pouvoir d'accentuer sa politique de démantèlement dont les conséquences ne peuvent être pour les travailleurs qu'une menace plus précise de licenciements et de chômage.

L'optique du pouvoir est de favoriser la S.F.P (Société française de production) dirigée par son homme-lige J.C Edeline au détriment du volume de production attribué aux trois autres sociétés. Cela signifie une politique de formation accélérée pour les jeunes travailleurs et une déqualification pour les autres, cela signifie une concentration des moyens de production, accompagnée bien sûr de concentration de personnel et de licenciements aussi bien pour les chaînes que pour la S.F.P.

Aujourd'hui les syndicats ont pour objectif de renforcer leur cohésion d'une société à l'autre et d'avancer dans la mise en place d'une plate-forme commune CGT-CFTD.

PROGRAMME MINIMUM

TF 1

13.00 Actualités télévisées
20.00 Actualités télévisées
20.30 L'homme d'Amsterdam
21.30 Demain le littoral

A 2

20.00 Journal
20.30 L'homme de fer
21.25 Le Rhin des poètes
22.10 Journal
22.25 Football

FR 3

19.00 Actualités régionales
20.00 Jeux
20.30 L'aigle du désert

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au journal « Rouge » 2, rue R. Lenoir, 93 100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE : RUE..... N°....

VILLE..... CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)

	NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN	300 F	200 F	500 F
6 MOIS	150 F	100 F	250 F
3 MOIS	80 F		130 F

Chèques à l'adresse de D. Bensaïd, SANS AUCUNE AUTRE MENTION. (Pour les plis fermés, écrire au journal).

lutte

La MJC Benedetti de la Porte de Vanves refuse toujours de licencier son directeur que la préfecture veut voir disparaître. Après suspension de la subvention, la MJC pour continuer son action, organise des galas de soutien. Aujourd'hui à 20 H 30 et pour 5 Frs mini, Chantal Grimm, Pierre Hanot le bluesman lotharingien, les Moun'Kika groupe de folk antillais de lutte.



LES FEMMES DE LIP

« Est-ce que je me sépare de toi, camarade homme, en disant seulement que je suis plus exploitée que toi, et que cette exploitation, je ne sais pas toujours l'exprimer... »

« Grâce au conflit, on découvre, on comprend, on parle, on se bat, on vit! »

Au début de la lutte, en 73, les femmes de Lip n'avaient pas pris conscience collectivement de leur oppression : « Les problèmes n'apparaissent plus, cela vient qu'au début tout le monde s'est désaliéné dans l'euphorie. On vivait intensément, on vivait une autre société, autre chose, c'était extraordinaire... »

Le mode de fonctionnement de la lutte, la démocratie, l'extraordinaire faisaient que chaque femme était devenue une part active de cette communauté... L'air renfermé de la vie domestique, la mesquinerie et l'étroitesse des chaînes a brusquement disparu pour faire place à la vie collective, à la vie sociale, à l'ouverture sur le monde extérieur... Dans les meetings où peu à peu elles parlent, on les questionne, elles rencontrent des militantes du mouvement des femmes et puis surtout comme dit Monique « nous avons appris à nous connaître et ...peut-être à nous aimer »

Cette façon de lutter et de vivre pendant plusieurs mois a joué le rôle de révélateur pour ces femmes qui remettent alors en cause leur rôle traditionnel. Et quand le retour à la normalité se fait après les accords de Dole, ce qui avait pu être rentré au cours du conflit, ce qui n'apparaissait pas, ressort « dans la lutte, il n'y avait plus d'étiquettes hommes, femmes... Et voilà que tout à coup ça recommence à nouveau. Par rapport à la lutte menée, le pas fait n'est pas assez grand... »

Elles qui se croyaient intégrées à la lutte, voilà qu'avec le retour à la vie quotidienne à la vie syndicale traditionnelle, elles redeviennent force d'appoint : « ...pour cette délégation, il faut qu'il y ait une femme, bon, on va mettre Fatima... Ces mots qui glissaient avant, font brusquement très mal, et ce pincement de cœur individuel devient force collective quand elles se réunissent à deux d'abord, puis à beaucoup plus pour écrire « Lip au féminin ».

Suzette Triton

« Je pensais quitter l'usine dès mon premier enfant. Je viens de découvrir une chose : je ne pourrais plus supporter la vie de femme au foyer. C'est tellement plus vivant dehors ! Tout ce qu'on a appris dans la lutte... » Martine OS

LES GARS SAVENT TELLEMENT BIEN PARLER...

Monique raconte pourquoi Alice n'est plus déléguée :

« Alice était déléguée, avant elle parlait, maintenant elle ne dit plus rien, elle ne voulait pas être présentée aux dernières élections parce qu'elle dit : j'ai rien à dire, les gars, ils savent tellement bien parler, ils sont tellement forts que je vois pas ce que je ferai de mieux, à quoi je servirai... Je préfère laisser la place à quelqu'un d'autre ».

Ça fait mal au cœur de voir ça, car c'est une femme qui a toujours des tas de choses à dire, qui soulève les problèmes que les hommes ne voient pas, et bien à

force, sans le faire exprès sans doute, ils sont arrivés à la faire taire si bien que maintenant elle n'est plus déléguée. Bien sûr elle participe aux réunions femmes, mais dans la section elle dit plus grand chose.

L'autre jour elle a été faire une réunion en Suisse, et quand elle est revenue en A.G., c'est elle qui a fait le compte rendu. Ce qui prouve combien on avait envie de l'entendre de nouveau, c'est que rien que de la voir, les gens ont applaudi...

Il y a que les plus culottées et les plus gonflées qui arrivent à parler, c'est dur et c'est pas normal... »

LA « HAUTE PRECISION » DE LIP, CE SONT LES FEMMES

Dans les visites, on expliquait en détail le fonctionnement des chaînes, ce qu'était le quartz etc... mais la haute précision de Lip, c'est aussi 82 % des OS qui sont des femmes, celles que l'on met sur les affiches publicitaires, celles dont les visiteurs admiraient la précision, l'œil vissé au binoculaire, les bras reposant sur des accoudoirs, perchées sur un tabouret avec un chef en bout de chaînes....

Alice, 60 ans, seule, 4 enfants explique :

« Je prenais des bandes de platine que je découpais en morceaux d'un millimètre de long. J'en découpais 7 à 8000 à l'heure, je travaillais une à deux heures sur ce poste, car plus je le faisais rapidement, et moins cela me semblait pénible. Ce travail

effectué, je mettais une à une ces petites pièces dans une plaque, puis je les frottais pour les aplanir, je les enlevais avec une sorte de pointe d'aiguille, je les prenais une à une pour les mettre dans une machine à épouser. En faisant cette pointe, se produisait une bavure, que je devais enlever, et pour cela, reprendre, frotter, réenlever à nouveau une à une les petites pièces avec la pointe d'aiguille. Et enfin le travail était fini : je devais faire une moyenne de 800 pièces à l'heure. C'est affreux le coup de patte qu'il fallait avoir.

Lip, c'est aussi 200 femmes seules : célibataires, veuves, divorcées, mères célibataires... certaines ont vingt ans de présence



FATIMA EXPLIQUE

« ON AVAIT QUELQUE CHOSE À DIRE, ET ON NE LE SAVAIT PAS... »

«...Après les négociations de Dôle, l'embauche, à 2 on avait pensé qu'on pouvait proposer d'écrire quelque chose et on a contacté plusieurs femmes, on savait pas quoi dire, on enregistrerait, on commençait à discuter de tout... chacune vidait son sac, et à partir de là, au fur et à mesure qu'on piochait et qu'on écrivait, on s'apercevait de notre exploitation dans l'entreprise, alors qu'avant on ne le savait pas. Ainsi il y avait 77 % des OS à l'époque chez Lip et jamais on n'avait pensé à dire, « mais comment se fait-il qu'il y ait autant de femmes OS chez Lip ? ». C'est au fur et à mesure qu'on s'est rendu compte qu'il y avait des problèmes. Alors on a réfléchi et on s'est dit, on a aussi besoin d'une relation autre que celle qui peut exister dans une entreprise. On va revenir, il va y avoir la répression des chefs, il va y avoir la production, on va être crevées, il faudra absolument qu'on trouve un autre mode de rencontre entre nous et là on a dit « on est exploités, on a un problème de relation, de travail en collectif entre nous à réaliser, pourquoi ne pas utiliser la loi qui permet d'avoir une commission femmes dans le comité d'entreprise ? ».

40 candidates déléguées

Enfin on s'est réuni et on a continué.

Au mois de janvier 75, on s'est dit, il faut absolument qu'il y ait le maximum de femmes qui se présentent aux élections. Ça, c'est la seule institution qui existe dans une entreprise pour être reconnue officiellement, pour dialoguer face au patron, pour arriver à faire avancer le problème femmes dans le syndicat. On a donc sorti un tract qui appelait les femmes à se présenter aux élections, et là c'était formidable parce qu'il y avait une prise de conscience énorme du problème femmes, et cette année là, il y a eu un record de candidates femmes : 40 femmes sur 10 gars. Cette liste est passée par un collectif CFDT où on a lutté pour qu'il y ait moitié hommes, moitié femmes sur la liste finale. Mais comme les hommes sont plus connus que les femmes dans une entreprise, c'est les hommes qui passent à part un certain nombre de femmes, et on a donc eu seulement deux élus. Mais on a continué à se réunir les unes et les autres. L'idée n'était pas encore venue de manger ensemble, mais on se voyait à peu près une fois par semaine ».

Un beau jour, on s'est dit, pourquoi ne déposerions nous pas des revendications femmes ? L'occasion nous a été donnée avec le 13 mars, journée internationale des femmes. Les gars nous ont dit « pourquoi n'iriez vous pas trouver Neuschwander avec une liste de revendication, quand elles se présenteront dans une autre entreprise, aucun chef ne voudra les employer et leur donner un tel avantage ! ». Il disait aussi « vous demandez la retraite à 55 ans, aucun chef d'entreprise ne voudrait les embaucher... ». Bref, quand on est parti, on était un peu déçu, et on a du mal à se retrouver, car on n'avait pas l'habitude de ce genre de réunion ! Ce fut très dur, mais ensuite on s'est retracé d'autres perspectives !

Ce qui est sûr néanmoins, c'est qu'on a loupé le coche en n'allant que des bonnes femmes à la direction. Il faut absolument qu'on crée un rapport de force : pour cela il faut l'information dans les ateliers, et surtout dans la section syndicale pour arriver à ce que le problème femmes soit pris en charge par l'ensemble des travailleurs. Ça c'est très difficile. Parce que les femmes qui arrivent là au milieu, elles perturbent tout, et amènent des problèmes qu'eux voient bien parfois, mais qu'ils ne savent pas par quel bout prendre. De fait, ils ont mis des bâtons dans les roues, mais on a tenu le coup jusqu'en Août 75. Là, il y a eu une session syndicale, où on a posé le problème des femmes et à cet effet il y a une anecdote intéressante, qui montre bien le travail qu'on a fait dans les ateliers et dans la section.

Il y avait deux programmes de proposés : l'un fait par un gars qui

avait totalement oublié les problèmes femmes. Un autre où le problème femmes, était le sixième point. C'était bien, il y pensait ! Mais on s'est dit : « au sixième plan, c'est pas possible, on va discuter les trois premiers points et les autres vont tomber à l'eau, donc c'est râpé encore pour cette fois ». On arrive là-bas, et le premier soir, on s'était donné tous deux heures pour recenser les problèmes. Tout de suite le problème femmes est apparu important à 85 % des gens qui participaient à cette session. Tous, hommes ou femmes disaient : « Il y a un problème crucial chez Lip, c'est celui des femmes ». Et le problème a été posé de manière tellement violente qu'il a bien fallu mettre le point femmes en deuxième point après la situation chez Lip. Pour nous, ça a été une grande victoire du fait qu'il y avait près de 85 % des gens de la section (et c'était pas spécialement des femmes), qui avait pris conscience de ce problème et nous épaulaient. On a pu le poser, et il y a eu beaucoup de gars qui sont venus essayer d'élaborer des revendications avec nous. On avait un rapport de force en plus puisqu'on signalait alors les tracts : « commission femmes CFDT et section CFDT Lip », pour nous c'était vachement important et on a obtenu deux ou trois points.

Dans le groupe on était à peu près huit dont deux élus qui défendaient le problème en section syndicale et se retrouvaient régulièrement. On va à peu près une fois par semaine manger ensemble au restaurant. On peut vraiment se compter dessus, on a fait des tas de choses ensemble, après et tout... ».

LE GROUPE FEMME DE LIP

Aujourd'hui le groupe femme de Lip n'a pas d'apparition autonome publique dans la lutte. Mais une de leur victoire de ces deux ans de présence et de débat, tant dans les ateliers qu'au sein de la section CFDT, c'est que maintenant le « problème femmes » est présent dans la tête de tous les Lips. Mais il reste encore marginal, ainsi dimanche dernier aux journées « portes ouvertes », la brochure « Lip au féminin » n'a pu être vendue car elle portait le sigle PSU, et le « c'est possible » de Monique Piton non plus car « ce n'était pas un ouvrage collectif ». De plus aucun stand sur les luttes des femmes n'était prévu pour les Lips, et pour les groupes de Besançon. Un débat s'est engagé dans les forums femmes. Décision a été prise de faire une lettre collective que les femmes de Lip liraient à l'assemblée générale. En voici des extraits :

« ... Tout ceci (les conditions de vie et de travail des femmes) nous concerne tous et toutes. Car il n'est pas vrai qu'un homme vive bien quand sa femme ou sa compagne connaît ces difficultés supplémentaires. Nous avons déjà constaté que la majorité des ouvrières, de Lip n'était pas assez disponible aux visiteurs et aux visiteuses... soit elles étaient pratiquement les seules à s'occuper des tâches traditionnelles réservées aux femmes, crèche, buvette ; soit leur expérience d'ouvrières était « oubliée » alors qu'elles représentent 54% du personnel et 82% des OS... C'est notre affaire à tous/tes que la démocratie fonctionne... »